

Alternative libertaire

Alternative Libertaire

mensuel n° 167 • novembre 2007 • 2 euros

DOM : 3 € / Québec : 3 \$ / Polynésie : 600 F pacifique / Nouvelle-Calédonie : 500 F pacifique

MOUVEMENT SOCIAL

le boulet n'est pas passé loin !

TABLE RONDE

qu'est-ce qu'être syndicaliste
de lutte aujourd'hui ?

JACQUES RANCIÈRE

« la haine de la démocratie »

IL Y A QUARANTE ANS

mort du Che,
naissance du guévarisme

nouvelle formule
**révo-
lution-
naire !**



M 01329 - 167 - F: 2,00 €



ÉDITO

Du lourd pour pas cher

Cela faisait dix ans que la maquette du mensuel *Alternative libertaire* n'avait pas changé. Nous souhaitons la faire évoluer pour nous profiter pleinement de la liberté graphique que nous donne le passage à la couleur.

Cette nouvelle formule est l'occasion d'augmenter notre tirage (7 500 exemplaires) et de nous redéployer dans les kiosques.

Le changement de pagination et de format (20 pages de 24 x 32 cm au lieu de 24 pages de 21 x 29,7 cm) va, lui, nous amener à diversifier les tailles de nos articles : toujours des papiers longs (Histoire, Idées, l'article politique d'ouverture...), mais davantage de papiers courts, plus denses. Plus d'ensembles cohérents aussi, de dossiers thématiques, d'angles complémentaires. Plus d'interaction avec le site web www.alternativelibertaire.org, qui par la force des choses est plus réactif sur l'actualité. Au plan international, nous continuerons, entre autres, à traduire le meilleur de la presse communiste libertaire étrangère.

Nous proposerons davantage de petites rubriques : à côté de la tribune mensuelle d'*À Contre Courant* et de la Chronique du travail aliéné de Marie-Louise Michel, déjà bien installées, nous aurons le Dico anticapitaliste de Jacques Dubart (chaque mois, un mot ou une expression passée au crible). Plus ponctuels, plus culturels : les *Classiques de la subversion*, par Matthijs, sur les bouquins qui ont marqué le mouvement social, et la Rubrique fétichiste de Pierre Chamechaude, autour de l'histoire d'un objet.

Enfin, nous essaierons de produire un journal utile à la fois aux milieux militants et au grand public, en composant plus souvent des dossiers argumentaires. Ceux réalisés sur les retraites, la santé, le patriarcat, le logement, la redistribution des richesses, la Constitution européenne, etc. ont reçu un accueil favorable qui nous pousse à persévérer dans cette voie.

Sur le fond politique, nous continuerons à refléter pleinement les combats de l'organisation révolutionnaire éponyme, *Alternative libertaire*, qui édite le mensuel que vous avez entre les mains. Et tout ça pour un prix en baisse à 2 euros... alors abonnez-vous !

*Alternative
Libertaire*
le 23 octobre 2007

mouvement social

Le boulet n'est pas passé le

Sarkozy a serré les fesses pendant quarante-huit heures. Le spectre de Décembre 95 est passé devant ses yeux. Si, mis en confiance par le succès de la journée d'action du 18 octobre, les grévistes avaient outrepassé massivement certaines consignes syndicales pour reconduire leur mouvement, la situation pouvait déraiser. C'est raté pour cette fois, mais on n'est pas passé loin. Et d'autres occasions vont se présenter...

Après avoir martelé pendant quatre mois que la politique menée par le gouvernement allait à l'encontre des droits des travailleuses et des travailleurs, les directions syndicales se sont décidées à appeler à une grève nationale le 18 octobre. C'est sans conteste à la SNCF, à la RATP et à EDF-GDF que l'action a été menée avec le plus de conviction. Avec environ 75 % de grévistes à la SNCF, on bat de 15 % le record historique de décembre 1995. Et l'opinion publique a été majoritairement favorable à ce mouvement, malgré le battage médiatique anti-grève.

Sarkozy a le « schéma Thatcher » bien en tête : casser les secteurs combatifs du salariat un par un dès le début de son quinquennat pour ensuite mener des réformes d'ensemble sans plus rencontrer de résistance de la part d'un mouvement social à terre.

La réforme des régimes spéciaux est presque purement idéologique : ces régimes ne sont pas déficitaires et les détruire ne bouchera nullement le « trou de la Sécu », qui par ailleurs n'existe pas !. Même le gouvernement confirme qu'il s'agit bien d'une « question de principe »... tout en se gardant bien d'inclure dans sa réforme les régimes spéciaux des militaires ou des députés ! Difficile de ne pas voir là une pure provocation.

De même, la loi de réforme des universités cible clairement les étudiantes et les étudiants, qui ont été les seuls depuis 2003 à faire plier le gouvernement.

À l'heure où ces lignes sont écrites, rien n'est joué. Mais tout dépend de la capacité du mouvement social à cristalliser et massifier cette volonté d'action.

PRÉCAUTIONS DE LANGAGE

Après l'annonce par Sarkozy de son « nouveau contrat social » en septembre, les organisations syndicales ont rapidement convergé pour appeler à la grève le 18 octobre. Cette journée était d'abord centrée sur la défense des régimes spéciaux, mais la CGT, FO et Solidaires ont senti l'enjeu qu'il y avait



Le 18 octobre, 300 000 personnes ont défilé dans toute la France.
© THIBAUTCHO

à en faire une réponse d'ensemble à la politique du gouvernement, en revendiquant le maintien de l'emploi et du régime de retraite dans toute la Fonction publique. Car derrière la réforme des régimes spéciaux, il y a la réforme des régimes généraux prévue pour 2008, prévoyant actuellement le calcul des retraites non sur les six derniers mois, mais sur les vingt-cinq dernières années, ce qui équivaldrait en moyenne à une diminution d'un tiers des pensions ! De nombreux appels intersyndicaux départementaux sont venus appuyer la mobilisation.

Les clivages sont en fait rapidement apparus sur la question interprofessionnelle, puis sur les suites à donner au 18.

La CFDT, la CFTC, l'Unsa et la CGC ne voulaient rien faire ou se contenter d'une journée d'action isolée pour recréer les conditions d'un « dialogue social » dont elles se sentent orphelines. Dans un autre registre, la FSU, majoritaire dans l'Éducation nationale, complètement dans les choux, a déposé un préavis de grève, mais avec de telles précautions de langage, et avec une conviction si proche de zéro, que le 18 pouvait être perçue comme une simple grève de soutien aux régimes spéciaux des autres professions. Un comble, alors que l'Éducation nationale est le secteur le plus touché par les attaques libérales, avec des milliers de suppression de postes !

À l'opposé, la CGT a tout misé, et même « trop misé » sur l'interprofessionnel. Il y avait effectivement un enjeu à construire une mobilisation globale et à ne pas

laisser s'installer la grève par procuration entre public et privé. Mais quand des secteurs sont particulièrement en pointe dans la combativité – en l'occurrence la SNCF et la RATP –, saboter la reconduite de la grève au motif qu'« il ne faut pas s'isoler » ne peut qu'avoir un effet démoralisant...

UN CERTAIN TROUBLE À LA BASE

C'est ainsi qu'à la SNCF et à la RATP, sauf quelques équipes dissidentes, la CGT a passé presque autant de temps à organiser la mobilisation du 18 qu'à empêcher sa reconduction le 19 octobre. Quand elle n'a pas boycotté les assemblées générales, elle y est intervenue pour les saboter ou démoraliser les participants.

Depuis Décembre 95, où les bureaucraties syndicales ont eu la désagréable surprise d'être débordées dès les premiers jours par les assemblées générales, auxquelles participaient souvent leurs propres militants et militants, chaque grève nationale a été soigneusement verrouillée. Depuis douze ans, on assiste à la stratégie des « temps forts », qui consiste à saucissonner les journées de lutte, pour réussir de grandes journées de démonstration symboliques, mais sans grève dure et prolongée. Le bilan de cette stratégie est pourtant clair : une défaite cuisante en 2003 sur la réforme des retraites, et une extension ratée du mouvement contre le CPE au monde du travail.

Pourtant il va être de plus en plus difficile pour Thibault et consorts de masquer la vacuité de leur stratégie.

Pour preuve, la curieuse position de l'intersyndicale cheminote du 22 octobre. D'une part elle a acté un premier round de négociations bilatérales jusqu'au 31 octobre. Mais en même temps elle a dû affirmer, pour la première fois son « refus de la réforme »¹ et non plus un désaccord sur le « cadrage de la réforme », et a menacé d'un « conflit plus long » si le gouvernement persistait ! Cette position un tantinet contradictoire s'explique par le fait que la CGT, la CFDT et l'Unsa ont dû faire des concessions à FO et à SUD-Rail. D'abord parce que ces deux fédé-

1. Lire « Le "trou", quel trou ? » dans *AL* d'octobre.

2. Communiqué de l'interfédérale cheminote CGT-CFDT-FO-CFTC-SUDRail-Unsa-CGC-FGAAC du 22 octobre.

é loïn !

rations s'appuyaient sur la volonté exprimée dans les AG de grévistes ; ensuite parce que les directions fédérales ont dû sentir le trouble monter à leur base ! Résultat : rendez-vous est pris pour le 31 octobre. On verra qui tient ses promesses !

Mais on sait que, même si la mobilisation prend, certains syndicats freineront des quatre fers. Et que, suite au 18, le sentiment de trahison est déjà grand chez les agents RATP et SNCF les plus motivés. Beaucoup n'accepteront pas de repartir en grève sur un préavis « carré » de vingt-quatre heures.

Côté Fonction publique, à l'heure actuelle, l'unité syndicale est réalisée et l'appel unitaire clair à la grève le 20 novembre est un bon point d'appui pour construire la mobilisation.

QUELQUES LONGUEURS D'AVANCE

Considérant que les bureaucraties syndicales au mieux boycotteraient, au pire casseraient toute mobilisation leur échappant, l'union syndicale Solidaires (qui regroupe notamment les SUD) a

joué son rôle en incitant les travailleuses et les travailleurs à s'organiser eux-mêmes pour décider de la grève. C'est une évolution salutaire par rapport mouvement anti-CPE, lors duquel Solidaires s'était contenté d'un rôle d'aiguillon au sein d'une intersyndicale inerte.

Évidemment, avoir une fédération relativement forte dans le rail aide à développer une ligne stratégique autonome et ambitieuse. De même que dans les facs où SUD-Étudiants et, dans une moindre mesure, la FSE et la CNT ont pris plusieurs longueurs d'avance en organisant une trentaine d'AG de mobilisation contre la réforme. L'Unef, prise de court, croise les doigts pour que la mobilisation ne prenne pas. Il est encore difficile d'ériger ces stratégies en modèles tant qu'aucun mouvement de masse n'a démarré, mais force est de constater qu'au moins, les jalons sont posés pour permettre une expression autonome des travailleuses, des travailleurs et de la jeunesse.

L'expérience, et même l'Histoire,



le démontrent : l'étincelle mettant le feu aux poudres ne vient pas vraiment de directives nationales des directions syndicales, mais de la base, de secteurs en lutte particulièrement motivés, qui entraînent les autres dans un effet boule de neige.

La journée du 18 a montré que les conditions étaient réunies pour

construire une mobilisation d'ampleur. C'est justement ce dont, tous et toutes, nous avons besoin aujourd'hui pour casser l'arrogance du patronat et de cette droite décomplexée. Alors n'hésitons pas, mettons le feu aux poudres !

**Grégoire Mariman (AL Paris 5e-13e),
le 23 octobre 2007**

RATP

Zizanie dans le métro

À la RATP, le mouvement a été victime de l'attitude de la CGT qui, depuis 2003, semble n'avoir toujours pas tiré la leçon de la nullité de la stratégie des « temps forts ». Contre toute attente, l'Unsa a joué un rôle plus utile !

Deux organisations syndicales dominant à la RATP, et deux modèles syndicaux bien distincts : l'Unsa et la CGT. La première est une forcenée de la « négociation » avec la direction et entérine régulièrement les reculs sociaux. La seconde tient un discours oppositionnel, refusant la casse du statut des agents.

Cette grève se présentait mal. L'Unsa n'envisageait pas d'action dure si le projet du gouvernement consistait à aligner le régime de retraite sur celui du secteur public. Quant à la CGT, elle semblait paralysée depuis l'élection présidentielle. SUD-RATP, qui a connu un fort recul à la dernière élection professionnelle, était seul à parler de grève reconductible.

Et pourtant, les rôles se sont inver-

sés : l'Unsa et SUD ont déposé des préavis reconductibles et la CGT a préféré limiter à vingt-quatre heures. Cette dernière allait-elle être débordée par la base ?

Dans les AG, elle a défendu qu'il fallait construire un rapport de forces national pour exiger l'abandon du projet. Mais qu'il était trop tôt pour le faire. Que le 18 octobre ne devait être qu'un avertissement.

L'Unsa pouvait sembler plus radicale, mais en fait elle acceptait la réforme sur le fond. Pour elle il s'agissait de se mobiliser pour obtenir... l'ouverture de négociations pour amender le texte à la marge.

COUP DE POIGNARD

Le 18 octobre le mouvement a été un succès (58 % de grévistes).

Mais, alors que les AG reconduisaient dans de nombreux terminus, la CGT a tenu bon et a appelé à reprendre le travail ! L'argument martelé était que le mouvement allait s'arrêter à la SNCF et que la RATP serait isolée. La CGT promettait en contrepartie de nouveaux « temps forts » par la suite et... une grève reconductible en novembre, SNCF-RATP tous ensemble !

C'était faire des plans sur la comète : supposer qu'une grève marcherait à la SNCF en novembre ; et supposer que l'Unsa s'alignerait sur cette stratégie.

Mais l'Unsa, mais surtout la plupart des salarié-e-s risquent de refuser leur participation à ces grèves hypothétiques, après le coup de poing du 18 octobre.

Pour enfoncer le clou, le retrait de la FGAAC de la grève à la SNCF a eu un impact, car l'unité d'action RATP-SNCF était vécu comme un

facteur important de réussite du mouvement.

Résultat, dès le 19 octobre, les AG ont été très réduites et, même si elles ont reconduit le mouvement, uniquement parmi les roulantes et les roulants (métro, bus et RER), la grève a décliné, sauf sur les RER A et B qui ont tenu plus longtemps.

À long terme cet échec va faire des dégâts. La responsabilité de l'échec risque d'être attribuée sans plus de discernement à la « division syndicale » et cela va nuire à l'union nécessaire pour résister aux attaques futures. A moins que les agents, lassé-e-s de voir leurs conditions de travail et leur avenir n'être l'objet que de luttes de pouvoir, finissent par taper du poing sur la table et décident de s'auto-organiser, comme ce fut le cas en 1995.

**Romain Le Poulpe (AL Paris-Est),
le 19 octobre 2007**

Pour nous contacter

AU NIVEAU FÉDÉRAL :
Alternative libertaire, BP 295,
75921 Paris cedex 19
www.alternativelibertaire.org

AU NIVEAU LOCAL :
Presque tous les collectifs AL
disposent d'une adresse e-mail
composée ainsi : « nom de la
ville »@alternativelibertaire.org

BRETAGNE

★ Rennes AL c/o L'Archipel,
1 rue Anatole-France,
35000 Rennes (rennes@)
★ Finistère (Brest, Quimper,
Pont-Aven) finistere@

NORMANDIE

★ Rouen AL c/o CES, BP 32,
76140 Petit-Quevilly (rouen@)
★ Caen caen@
★ Orne alencon@

FRANCHE-COMTÉ

★ Besançon besancon@
★ Sochaux sochaux@

SUD-OUEST

★ Lot-et-Garonne/Gers
AL, 148, rue Gérard-Duvergé,
47000 Agen (agen@ et auch@)
★ Toulouse et Albi Le Coquelicot,
BP 4078, 31029 Toulouse
cedex 4 (toulouse@ et albi@)

RHÔNES-ALPES

★ Lyon, Haute-Savoie
AL, 4, rue Bodin, 69001 Lyon
(lyon@ et haute-savoie@)

MIDI

★ Marseille et Aix-en-Provence
AL c/o Mille Bâbords,
61, rue Consolat, 13001 Marseille.
Permanence tous les 2^e lundis
du mois, de 17h à 19h.
(marseille@ et aix@)
★ Vaucluse
AL, Le Logis-Neuf, Chemin
de la Coquilade, 84400 Gargas
★ Nîmes, Montpellier
nimes@ et montpellier@

NORD

★ Lille AL c/o CCL, 4, rue de Colmar,
59000 Lille (lille@)

CENTRE-LOIRE

★ Angers AL c/o l'Étincelle, 26, rue
Mailé 49100 Angers (angers@)
★ Nantes nantes@
★ Orléans, Tours orleans@, tours@

LORRAINE, ALSACE, CHAMPAGNE

★ Épinal epinal@
★ Strasbourg et Mulhouse
mulhouse@ et strasbourg@
★ Nancy, Metz nancy@
★ Reims reims@

GUYANE, COLONIE FRANÇAISE

★ Cayenne et Macouriaieims
AL, c/o L'Agouti libéré, Pointe Maripa,
PK 35, Route de l'Est, 97311 Roura
(guyane@)

AUVERGNE ET LIMOUSIN

★ Limoges limoges@
★ Aurillac aurillac@
★ Le Puy, Clermont-Ferrand lepuy@

RÉGION PARISIENNE

AL, BP 295, 75921 Paris cedex 19
★ Paris-Est/Belleville paris-est@
★ Paris-Nord paris-nord@
★ Paris-Sud paris-sud@
★ Montrouge montrouge@
★ Saint-Denis saint-denis@
★ Paris transport- communication
★ Seine-Saint-Denis AL, BP 118,
93511 Montreuil cedex (al93@)

Permanences à Paris, les mercredis,
jeudis et vendredis de 17 h. à 20 h.
au 92, rue d'Aubervilliers (métro
Stalingrad ou Riquet). Aux mêmes
heures, au 08 70 23 19 36, pour le
prix d'une communication locale
depuis un poste fixe.

SNCF

Les bureaucrates bousulés

Le 18 octobre 2007, la SNCF vient de vivre l'une des plus fortes mobilisations de son histoire. Pourtant, derrière cette réussite, c'est peut-être une défaite qui se profile, tant pour les acquis des cheminotes et des cheminots que pour la crédibilité de leurs organisations syndicales, notamment de la CGT.

En s'attaquant au régime de retraite des cheminotes et des cheminots dont l'origine remonte à 1911, Sarkozy entend abattre deux symboles : d'abord un acquis social des plus anciens, ensuite la mythique combativité de la corporation cheminote. Le gouvernement veut, comme l'analyse l'ancien n°2 du Medef, Denis Kessler, « défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance »¹. Cette volonté, qui n'est pas nouvelle, a toujours échoué face à la mobilisation (en 1953 et en 1995). Obtenir qu'une telle réforme passe, qui plus est sans véritable riposte, serait inespéré pour Sarkozy. C'est pourtant ce qui est en train de se profiler après l'exceptionnelle grève du 18 octobre, suivie à près de 75 %.

À l'heure où ces lignes sont écrites, il reste quelques foyers de résistance. L'appel de SUD-Rail et de FO à poursuivre la grève n'a pourtant pas fait le poids face à la chape de plomb de la CGT, à la trahison de l'ultra-catégorielle Fédération générale autonome des

agents de conduite (FGAAC) et à l'inaction des autres fédérations.

Malgré tout, la puissance de la grève et la détermination exprimée dans les AG a bousculé même les fédérations les plus timorées, et cela s'en est ressenti lors de l'interfédérale du 22 octobre, qui a été obligé de menacer d'un « conflit plus long » le 31 octobre (lire page 2).

LA FGAAC TRAHIT...

Alors que début septembre une relative unanimité permettait de rassembler un front syndical uni sur la question du Fret (lire Alternative libertaire d'octobre 2007), le dossier des retraites a fait clivage. Si toutes les fédés se sont retrouvées pour appeler à la grève le 18 octobre, toutes n'y accordaient pas le même intérêt.

La CFDT ne cachait pas son acceptation de la réforme. Pour elle, une grève de vingt-quatre heures devait uniquement servir à négocier quelques éléments à la marge. Cette position était à peu près la même que celle de l'Unsa, la CFTC et la CGC.

La FGAAC (33 % des conducteurs) a appelé tardivement à la grève reconductible, mais uniquement pour peser sur les négociations qu'elle menait en catimini avec la direction SNCF et le ministère du Travail. Cette stratégie corporatiste lui a permis de se désolidariser de la grève en plein conflit.

SUD-Rail (2^e syndicat) et FO, hostiles à la réforme sur le fond, ont appelé à une grève reconductible. SUD est sans doute le syndicat qui a le plus milité pour cela. Son travail d'information sur les conséquences financières de la réforme a notamment permis une mobilisation historique de l'encadrement.

...ET LA CGT SABOTE

Mais c'est l'attitude de la CGT (1^{er} syndicat) qui aura été la plus remarquable. Dès le départ, elle a voulu faire du 18 octobre une journée fourre-tout où la question des retraites était accessoire. Pour elle, le régime de retraite SNCF est impopulaire et ne peut-être défendu que dans un cadre interprofessionnel. La confédération CGT n'est pas étrangère à ce positionnement. Dans la *Nouvelle Vie ouvrière* du 4 septembre, Bernard Thibault avouait « que les régimes spéciaux méritent réexamen ». Sous-entendu : la fin des régimes

spéciaux est avalisée et si rendez-vous revendicatif il doit y avoir, ce sera en 2008 contre les « 41 ans de cotisations ».

Cramponnée sur le frein, la CGT aura dépensé plus d'énergie à dénoncer les positions de SUD-Rail qu'à mobiliser ses troupes. Ainsi, chaque fois qu'elle l'a pu, elle a empêché la tenue d'assemblées générales unitaires ou a tenté de les saboter.

Malgré cela, 26 syndicats CGT locaux ont désobéi et appelé à la reconduction. Ailleurs, les syndiqué-e-s CGT se sont vertement opposé-e-s à leurs bureaucrates locaux. Pourtant, il faudra une bien plus forte rébellion pour déborder la CGT. Son poids est tel à la SNCF qu'il est peu probable qu'un conflit dur s'engage sans son consentement. La CGT aurait-elle inventé une nouvelle forme de protestation : « le jour de colère » pendant vingt-quatre heures et puis c'est tout ? Un peu comme au Japon où le salarié peut frapper un mannequin à l'effigie de son patron avant de retourner, soumis, à son poste... On en jugera le 31 octobre.

Martial (AL Angers), 22 octobre 2007

1. Titre de son éditorial dans la revue *Challenge*, 4 octobre 2007.



Le 18 octobre à Paris, cortège CGT. © CB

La Poste

Mobilisation encourageante

La grève nationale n'a pas été très suivie à La Poste. Pas que de mauvaises raisons à cela : la dynamique des luttes locales est assez forte depuis plusieurs mois et a pu surclasser la dynamique nationale interprofessionnelle.

Alors que les cheminotes et cheminots, traminots et gaziers se mobilisaient dans la grève et dans la rue, les postiers restaient plutôt à la traîne. À La Poste, une moyenne de 15 % de grévistes avec des pointes à 21 % dans les centres de tri (plutôt une bonne surprise après un an de lutte spécifique sur les centres de tri) et de 20 % dans les centres financiers. Leur absence a été remarquée dans les cortèges des manifestations (même les RG ont fait la remarque, c'est dire...) où le nombre de postières et de



postiers était loin d'être à la hauteur des enjeux.

Plusieurs explications à ce manque de mobilisation. Premièrement, la période des élections professionnelles, qui ont eu lieu le 23 octobre, n'était pas des plus propices à la grève (sauf si celle-ci est

menée sur des points catégoriels), ce qui a amené les syndicats à ne pas faire un boulot des plus énormes.

CONDITIONS DÉFAVORABLES

Nationalement, seuls SUD et la CGT appelaient à la grève, FO laissant aux équipes locales le soin de décider. Sur le terrain, seules les sections ou les départements oppositionnels à la CGT fédérale ont vraiment fait le boulot. Les SUD semblaient le nez dans le guidon des restructurations et ont mené le travail de mobilisation parallèlement. FO s'est contentée d'accrocher son wagon. Pas vraiment les meilleures conditions pour réussir une grève. D'autant plus que le personnel a plus les yeux rivés en ce moment sur les restructurations tous azimuts, et ce quels que soient les services. Les seuls sujets fédérateurs auraient pu être le pouvoir d'achat, les retraites venant au

second plan pour les personnels – mais sûrement en tête chez les postières et les postiers bénéficiant du statut de fonctionnaire, une partie d'entre eux ayant encore le bénéfice du départ à 55 ans.

Cela n'explique pas tout, car le climat ambiant est assez morose dans les services, même si l'on sent qu'une allumette pourrait mettre le feu aux poudres.

Pour l'instant la cristallisation n'a pas encore eu lieu. En 1995, l'ambiance était à peu près la même et il n'y avait pourtant pas eu de difficulté à suivre le mouvement, ce qui permet de ne pas désespérer, bien que les conditions soient loin d'être identiques.

Les restructurations présentes et à venir cristalliseront peut-être le mécontentement des postières et des postiers qui ont pour l'instant regardé passer le train des grévistes et des manifestants.

Hugo (AL Orléans)

Sur les facs

Allegro ma non troppo

La rentrée universitaire s'est faite avec, en toile de fond, un climat social tendu par l'appel intersyndical à la grève du 18 octobre. L'occasion était trop belle de s'en prendre à la réforme Pécresse. Avec une certaine fébrilité, des AG étudiantes ont été convoquées par les syndicats de lutte. Pas de mirage gauchiste pour autant : le démarrage d'un mouvement requiert un travail de conviction qui n'est pas achevé.

La présence de cortèges étudiants dans de nombreuses villes lors de la journée de mobilisation nationale du 18 octobre confirme la mobilisation naissante sur les campus contre la réforme Pécresse (lire Alternative libertaire de septembre et octobre). Outre le retrait de cette loi, l'enjeu de ce mouvement sera l'appropriation des questions universitaires par les étudiantes, étudiants et personnels, et la nécessité d'une convergence avec les autres secteurs mobilisés.

PAS DE CONVERGENCE INCANTATOIRE

Où en est-on fin octobre ? 500 personnes en assemblée générale à Toulouse-Le Mirail, 450 à Rennes-II, 400 à Paris-I... C'est bien plus qu'aux débuts du mouvement anti-CPE. Cette fréquentation est révélatrice de l'inquiétude quant à la dégradation des conditions d'étude. Le travail de mobilisation, orchestré seulement par les syndicats de lutte (SUD, FSE, CNT) sur la réforme Pécresse a donc porté ses premiers fruits. Pourtant la tentative a été grande lors de ces premières AG, du fait de la mobilisation extérieure (SNCF notamment), d'en appeler directement à la « convergence »... de manière parfois incantatoire dans la mesure où

la mobilisation sur les universités est encore naissante et qu'il s'agit de la rendre réelle en vu d'aboutir à un mouvement de grève nationale contre la réforme Pécresse.

D'autant qu'il est plus difficile de mobiliser les étudiantes et les étudiants sur les questions universitaires que sur la précarité (dont le CPE était l'illustration). Depuis 1998 il n'est pas d'année sans que tombe une loi, un rapport ou un décret modifiant le fonctionnement et les missions de l'Université et aggravant les conditions d'études et les conditions de travail des personnels.

UN TRAVAIL DE FOND DÈS LE DÉBUT

Il y a donc un enjeu dans les AG, d'une part à expliquer en profondeur les tenants et les aboutissants de la réforme Pécresse, et d'autre part (articulé avec ce premier point) à travailler à l'appropriation de l'ensemble des problématiques universitaires et éducatives par les étudiantes et les étudiants. Un bon exemple à Toulouse-II : la mise en place d'une « commission débat » pour recenser les différents enjeux de la question universitaire et exposer ceux-ci en AG par la suite.

Ce genre d'initiative peut légitimer

Des étudiantes de l'université Paris-III au sein du cortège interfaces lors de la manifestation du 18 octobre.
© LYDIALAIN, PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL.



mer que la plate-forme revendicative d'un mouvement à venir ne se limite pas à l'opposition à Pécresse. Les points de débat ne manqueront pas : quelle formation professionnelle ? Quel contrôle démocratique des politiques éducatives ? Quel financement ? Les révolutionnaires ont tout intérêt à porter les débats afin de faire émerger des alternatives, des idées qui permettront de ne pas se cantonner dans la défense du statu quo. S'il n'est pas possible, à l'heure actuelle, d'avancer un contre-projet « clef en main » aux évolutions actuelles, il existe quelques pistes pour avancer : la revendication de la gratuité des études (ce qui implique, outre la suppression des frais d'inscription, l'existence d'un salaire socialisé pour les jeunes travailleurs en formation que sont les étudiantes et les étudiants), la revendication d'un véritable contrôle démocratique des poli-

tiques universitaires à travers des AG à l'échelle des UFR ou des facs, la revendication d'une non-hiérarchisation entre savoir théorique et technique...

Mais ce travail sur la question universitaire ne saurait nous faire oublier que les étudiantes et les étudiants ne pourront isolément contrer ce gouvernement. Travailler à la convergence avec d'autres secteurs mobilisés sera une double nécessité. Tout d'abord, une nécessité stratégique puisque que le gouvernement, en attaquant plusieurs secteurs d'un coup espère une résistance dispersée. Mais nécessité également politique puisque les différentes attaques relèvent d'une même logique : la casse des services publics et des acquis sociaux, au bénéfice du Medef et des marchés.

**Tristan (AL Toulouse),
le 23 octobre 2007**



les chroniques du travail aliéné

par Marie-Louise Michel,
psychologue du travail

* Seul le prénom est modifié,
le reste est authentique.

« Je me demande quand ils vont me pardonner »

François *, ingénieur concepteur

Je suis suivi. Je vois un psychologue toutes les semaines, contre une dépression qui dure depuis un an. Je prends des médicaments assez forts mais je voudrais arrêter, comprendre ce qui m'arrive. Ça a commencé l'an dernier, quand mon supérieur m'a demandé de partir dans l'usine d'un client en Chine faire une certaine manip que je ne savais pas faire. Je n'avais jamais fait ça, ce n'est pas pareil sur le papier et devant le moteur... Il fallait que je prenne des pièces et que je les remplace par d'autres, sans que le client s'en aperçoive. Je leur ai dit que je n'étais jamais allé là-bas, tout seul en plus, que c'était risqué, qu'on allait se faire prendre... Intervenir des pièces en douce, c'est grave. Ça pouvait se voir. Et puis ça changeait les degrés d'usure. J'étais écroulé, en larmes. Ils n'ont rien voulu entendre. Ils m'avaient déjà obligé à mentir une autre fois. Une

pièce qui se fissurait, on m'avait demandé de masquer ça, de gagner du temps, de minimiser... J'avais rendu un rapport qui disait tout et son contraire, très difficile à comprendre. Si le client le lisait en détail, il pouvait se rendre compte. Mais du coup si on avait une expertise, on était couverts. Il n'y a pas eu de problème, le client n'y a vu que du feu. J'ai réussi à ce moment-là parce que je n'ai pas été obligé d'aller sur place, tout seul, en Chine en plus. Moi, je suis foncièrement honnête. Là je n'avais pas vraiment menti : j'avais présenté les choses d'une certaine façon. Sinon c'est l'engrenage, et après il faut couvrir des mensonges énormes et ça finit comment ? On est découvert... Pour la Chine, j'ai péti un câble, j'ai refusé. En plus j'ai tout balancé au client pour les pièces fissurées ! Mon psychiatre dit que j'ai fait une « bouffée délirante ». Et depuis je suis au placard. Ça fait des mois

que ça dure. Je les rencontre au restaurant de la boîte, ils me disent bonjour gentiment. Je ne comprends pas pourquoi ils ne m'ont pas carrément viré. Je suis prêt à payer un certain prix pour avoir mis en difficulté l'entreprise, mais là... C'est trop long. Je fais deux heures de travail par jour, en plus ça ne sert à rien. Je suis tout seul dans un bureau à regarder l'heure. Je me demande quand ils vont me pardonner et me réintégrer. J'avais tissé des relations privilégiées avec mes deux supérieurs, des gens formidables. Je travaillais 11 heures par jour. Je suis loyal. Ma femme me dit qu'il faut que je postule plus haut, j'ai 35 ans, et si je veux monter, c'est maintenant. Je suis prêt à desserrer les tolérances. Si on est habile, on ne se fait pas prendre. Et si on se fait prendre, ça ne va pas loin parce que tout le monde fait ça... Mais là, il faut qu'ils arrêtent, ce n'en peut plus. Je suis prêt à tout.

exploitation

L'« immigration choisie », ça n'existe pas !

Des tentatives de planification de l'immigration ont été mises en œuvre tout au long du XX^e siècle. Ce rêve bureaucratique n'a jamais convaincu même le patronat. D'un côté, trier les entrants, de l'autre fermer les frontières. C'est une méthode qui se mord la queue.

Le discours pour distinguer étrangers désirables et indésirables est aussi vieux que la politique migratoire. On en trouve les premières traces dès 1893 avec l'obligation pour les étrangères et les étrangers de se faire enregistrer sur leur commune de résidence, à condition d'avoir un emploi¹. On fait un pas dans la « rationalisation » avec la Première Guerre mondiale. En 1924 est créée la Société générale d'immigration (SGI), qui alimente en main d'œuvre les mines, les champs et les usines métallurgiques. En 1940, sous Vichy, la loi du 27 septembre 1940 stipule que tous les personnes étrangères de 18 à 55 ans « en surnombre dans l'économie nationale » peuvent être mis à la disposition du patronat et placés sous le régime du « travail obligatoire ». En 1945, De Gaulle souhaite également « introduire de bons éléments dans la collectivité française », mais le cadre juridique hérité de la Libération empêche d'al-

ler trop loin dans la discrimination.

Cependant, suite à un accord signé le 3 février 1948, le patronat français obtient l'autorisation d'aller recruter des ouvrières et des ouvriers directement dans les provinces italiennes. Une préfiguration de la politique contractuelle souhaitée par Paris avec certaines capitales africaines. Mais dès 1950, le nombre de régularisations par rapport au nombre de travailleurs migrants en France atteint déjà plus de 48 % et signe l'échec du projet de sélection bureaucratique et à distance de l'immigration.

HIÉRARCHISER LES ÊTRES HUMAINS

En 1950, L'Office national de l'immigration (ONI) expérimente un éphémère plan culture-famille qui consiste à recruter des réfugié-e-s des pays de l'Est qui survivent difficilement en Allemagne et en Autriche. Mais le patronat est insatisfait d'un recrutement qui se fonde sur des critères ethniques et non profes-



sionnels. Le plan culture-famille est abandonné au bout de quelques mois. Aujourd'hui, Sarkozy et le ministre de l'Immigration, Hortefeux, essaient de dépoussiérer ce concept d'« immigration choisie » qui depuis plus de cent ans a toujours été un échec.

Ce formatage utilitariste, que beaucoup de ses promoteurs nient, est

1. Alexis Spire, « Le grand bond en arrière », in *Plein Droit*, revue du Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (Gisti), juillet 2007.
2. *Le Monde* du 22 octobre 1999.

assumé par une politicienne UMP comme Roselyne Bachelot. Dès 1999, elle écrivait qu'« il faut avoir le courage ou le cynisme de dire que nous allons nous livrer à une démarche néocolonialiste de grande envergure pour assurer la survie de nos sociétés post-industrielles vieillissantes. Après avoir pillé le tiers-monde de ses matières premières, nous nous apprêtons à le piller [son] intelligence »².

UNE LOGIQUE IMPOSSIBLE

Que penser de ce phénomène paradoxal qui voit les pays riches fermer leurs frontières tout en assurant la rentabilité de certains secteurs d'activité grâce au labour de migrants payables à moindre coût ? La fermeture est une utopie. La « sélection » à l'avance en est une autre. Et ces deux utopies criminelles n'altèrent en rien les flux migratoires, elles ne font que créer des drames humains en série.

La machine à fabriquer des sans-papiers va donc continuer, avec une répression accrue contre qui essaient de passer les frontières, et une surexploitation patronale de celles et ceux qui ont réussi à passer.

Dès lors que l'UMP et le PS ne cachent plus leur osmose sur la question migratoire, il est nécessaire de revendiquer la liberté de circulation comme la seule politique migratoire cohérente. C'est d'autant plus nécessaire que la France, quand elle prendra la présidence européenne en 2008, cherchera à aligner les pratiques des pays voisins sur les siennes.

Manu et Noël Morel (AL Paris-Est)

sans-papiers

Manifestations monstres

Le 20 octobre, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre les lois Hortefeux et en solidarité avec les travailleurs et les travailleuses sans papiers.

Mme Chunlan Zhang Liu, décédée fin septembre, n'était malheureusement pas la première à se défenster pour échapper à la police, et on ne compte plus les automutilations, l'ingestion de produits toxiques ou de lames de rasoirs en rétention, et les enfants qui de plus en plus se retrouvent en rétention avec leurs parents.

La croissance exponentielle des quotas d'expulsions à réaliser chaque année semble ne plus avoir de limites (moins de 10 000 en 2002, 23 000 en 2006, 26 000 prévus en 2008 et 28 000 en 2010 !) et comme cette année, à la mi-août, la moitié « seulement » des 25 000 expulsions a été réalisée, on met les bouchées doubles. La gendarmerie est mise à contribution et va recruter

des « volontaires » pour la chasse aux sans-papiers : l'État appelle les militants d'extrême droite pour l'aider dans son sale boulot. Les rafles massives, qui ne manquent pas de rappeler aux plus anciens celles des juifs en d'autres temps, se multiplient dans les grandes villes ; on vient interpellé les gens à leur domicile, on les convoque au commissariat ou à la préfecture – sans leur préciser le motif – pour les y arrêter. Les procédures d'interpellation et d'expulsion sont de moins en moins respectées et les tribunaux sont engorgés, les centres de rétention aussi.

RÉSISTANCE

Le 20 octobre, des dizaines de milliers de personnes manifestaient

dans 40 villes de France, à l'appel de Unis contre une immigration jetable (UCIJ), du réseau Éducation sans frontières (RESF) et des collectifs de sans-papiers, contre cette politique xénophobe et la répression qui s'abat sur les citoyens qui se dressent contre la légalité lorsqu'elle est illégitime. Le 22 octobre, c'était le procès Florimond Guimard, poursuivi pour délit de solidarité, après François Auguste, Khadidja, Mme Durupt, et tant d'autres.

La mobilisation, malgré les chiffres scandaleusement bas annoncés par la police et les médias, a été importante, et chacun pouvait sentir un souffle nouveau, l'envie d'en découdre. Mais la résistance à la traque aux sans papiers rassemble bien plus de monde que ceux qui battent le pavé. Il y a aussi la résistance diffuse, de terrain, de proximité, faite de ce travail de fourmi dans les quartiers et dans les entreprises.

De plus en plus d'organisations syndicales d'enseignants, de travailleuses et de travailleurs sociaux, de l'ANPE, des compagnies aériennes, d'inspecteurs du travail et même de policiers dénoncent ce qu'on veut leur faire faire dans le cadre professionnel.

À l'heure où ces lignes sont écrites, la reconduction massive de la grève à la SNCF et à la RATP semble compromise. Un grand mouvement social interprofessionnel contre la politique du gouvernement pourra-t-il se développer dans les semaines qui viennent ? Et si oui, y entendra-t-on encore la voix des exploités sans droits que sont les sans-papiers ?

Rappelons-le : ce qui est mis en place aujourd'hui par Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux et leur gouvernement, ce n'est rien d'autre que le programme du Front National !

Chloé (CAL 93), le 21 octobre 2007

amendement Mariani

« Test ADN » : 0/20

Le ramdam entourant les tests ADN est un arbre épineux qui cache la forêt de ronces, mais dans le fond il dénote le caractère réactionnaire et raciste du gouvernement et de son image de la famille nécessairement biologique.

Le « projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile » s'est vu enrichi d'un amendement présenté par M. Mariani, prévoyant que les autorités proposent au demandeur ou à la demandeuses de visas « d'exercer, à ses frais, la faculté de solliciter la comparaison de ses empreintes génétiques aux fins de vérification d'une filiation biologique déclarée avec au moins l'un des deux parents » en cas de doute sur l'authenticité des documents d'état-civil.

Certes diverses modifications ont eu lieu au cours des débats parlementaires et le résultat est peut être légèrement différent. Ainsi, le gouvernement a modifié l'amendement, en proposant le remboursement des « tests ADN » si le visa est accepté et en prévoyant qu'il n'y ait pas proposition des autorisés mais demande spontanée. Mais tout cela ne change rien à l'esprit qui a présidé à l'écriture de cet amendement.

Deux problèmes se posent. Celui du fichage génétique d'abord. Les

personnes étrangères entrant en France seront fichées, dès le berceau. Ensuite le problème de la vision du monde et des relations que ce type de loi installe dans notre société. Le lien familial ne peut plus être que génétique pour les personnes étrangères. Quid de l'enfant de la famille élargie accueilli, de l'adoption, de l'adultère fécond, des familles recomposées ?

Dans un choquant exercice raciste de « deux poids, deux mesures », l'extension de ce concept à la



18 septembre à Paris, ouverture de la session parlementaire au sujet de la loi Hortefeux.
© GEORGES, PHOTO THÉÂTRE DU MOUVEMENT SOCIAL.

France n'est pas direct. Notre état-civil est fiable. L'adoption est parfaitement admise, et on ne proposera jamais un test systématique

Un amendement peut en cacher un autre

Ce projet de loi contient d'autres éléments qui ne sont pas discutés, alors qu'ils mériteraient les mêmes débats que ceux autour des « tests ADN ».

- L'article 21 du projet de loi, limitant l'accès aux centres d'hébergement d'urgences aux étrangers et étrangères en situation irrégulière alors que cette popu-

lation est une des plus sensibles à la question du logement.

- Mais c'est surtout l'amendement autorisant le traitement de données concernant les origines raciales ou ethniques qui a été voté sans l'ombre d'un débat « sans que les dispositions relatives au consentement exprès de la personne ne soient applicables,

contrairement à ce que prévoyait jusque là la loi informatique et libertés. »¹ L'enregistrement de données personnelles de cet ordre (dont on ne peut garantir qu'elles resteront anonymes) est une nouvelle tentative de fichage.

1. Le « détail » de l'ADN : et si Fillon avait raison ?, <http://arretsimages.net>, 9 octobre 2007

le camp d'en face

Feignants d'idéologues patronaux !

Un rapport publié en septembre par le Conseil d'analyse économique propose de supprimer la durée légale du travail, et suggère de limiter la durée maximale à... 13 heures par jour !

Dire qu'on paie des impôts pour financer des « rapports d'experts » aussi paresseux et dénués d'imagination ! Le Conseil d'analyse économique (CAE) est une officine d'économistes nommés par le Premier ministre. En septembre dernier, il a publié un rapport signé Patrick Artus, Pierre Cahuc et André Zylberberg, intitulé *Temps de travail, Revenu et Emploi*¹.

Tout le rapport est placé sous les auspices du slogan « travailler plus pour gagner plus ». Parmi les propositions-phares : l'autorisation du travail le dimanche, actuellement enjeu d'un bras de fer avec les organisations syndicales.

L'un des plus gros dangers de ce

rapport est son insistance à distinguer « durée maximale », « durée légale » et « durée effective » du travail. La « durée effective » est la durée travaillée dans l'année une fois retirés les congés (très décriés dans le rapport), les repos compensateurs et surtout les congés maladie. Ce détail peut paraître anecdotique, mais depuis la réforme des retraites de 2003, une période non travaillée pour cause de maladie ne compte plus dans le total des annuités nécessaires pour prétendre à une pension. Le système de Sécurité sociale est lié au travail ; aussi le concept de « durée effective » – forcément inférieure à la durée légale – peut faire des

ravages en matière de droits sociaux.

Ce rapport, par ailleurs truffé de références humanistes, reconnaît la nécessité de fixer une durée maximale du travail pour la protection et la santé des salarié-e-s. Mais... cette affirmation est toujours assortie d'un « mais » !

CIGALES ET FOURMIS

Les directives européennes sont moins protectrices que la législation française (durée maximale fixée à 13 heures par jour au lieu de 10 heures). Si l'alignement de la France sur cette directive n'est pas ouvertement préconisé par les experts, cette observation revient plusieurs fois et est placée stratégiquement dans le résumé du rapport. Un clin d'œil à Fillon pour « remettre la France au travail » ?

pour attribuer les allocations familiales.

Par contre, marteler que « la filiation est génétique », est un repli sur la famille hétérosexuelle traditionnelle. C'est ce concept de parent forcément biologique qui ferme les esprits à d'autres visions de la société : des appariements plus variés de groupes parentaux, l'homoparentalité, l'adoption par une ou plusieurs personnes homosexuelles.

TOUT GÉNÉTIQUE

La primauté du génétique est déjà avancée par Nicolas Sarkozy comme déterminant de la pédophilie¹. A quand le retour des tests d'intelligence pour l'orientation scolaire ? Si l'intelligence et la délinquance sont génétiques, plus besoin de programmes sociaux. Chacun-e pour soi (et dieu n'existant pas) dans le meilleur des mondes capitalistes. Nous pourrions prédire le retour d'une conception génétique des différences hommes-femmes mais celle-ci restant ancrée dans les mentalités, le boulot est fait.

Ne nous laissons pas bernier par des fadaises parées des appareils de la science. La prédominance du génétique, c'est à la fois la justification de la famille patriarcale et celle des inégalités.

La commission antipatriarcat

1. « Nicolas Sarkozy, Michel Omfray : confidences entre ennemis », *Philosophie magazine*, mars 2007.

Quant à la durée légale, elle serait... superflue ! Le rapport recommande tout bonnement sa suppression pour laisser la « négociation entre partenaires sociaux » régler la question au cas par cas... le secteur de l'hôtellerie-restauration (un des plus régressifs en matière de droits sociaux) faisant figure de modèle.

Pour compléter ce réjouissant tableau, on peut lire dans un des commentaires du rapport que la philosophie de ses rédacteurs était de « permettre aux fourmis qui veulent travailler plus de sauver les cigales qui veulent garder leurs congés ». Une nouvelle guerre idéologique est annoncée : après la revanche sur 1968, la revanche sur 1936 !

Sophie (AL Nantes)

1. Disponible sur www.cae.gouv.fr/

écologie

Les Antilles empoisonnées

Contrairement à ce que diffusent les médias, les Antilles ne sont pas polluées seulement au chlordécone mais par au moins une centaine de pesticides ! Le modèle de développement économique induit par le colonialisme est en cause.

Bien que la sonnette d'alarme ait été tirée maintes fois depuis les années 1970, il aura fallu attendre septembre 2007 et le rapport Belpomme¹ pour que soit reconnue la contamination des eaux, des sols, des aliments, et des habitantes et des habitants des Antilles par au moins une centaine de pesticides. Dont le plus médiatisé, le chlordécone.

De tels produits ont des effets dramatiques sur les animaux et les végétaux, entraînant le risque de voir disparaître des îles. Les sols et toute la vie qu'ils abritent (champignons, invertébrés...) sont également empoisonnés. Or quand les sols s'appauvrissent ou meurent, l'agriculture périclité ainsi que les forêts... Ce problème touche tous les milieux mis en culture intensive à grand recours de pesticides. La métropole n'est pas épargnée, mais la situation aux Antilles est particulièrement urgente compte tenu de la surface limitée des îles.

Cette catastrophe n'est pas due au hasard. Comme pour la « vache

folle » ou pour les OGM, elle est la conséquence d'une agriculture capitaliste où le rendement est privilégié à tout prix, jusqu'à ce que la machine déraile.

LE COLONIALISME EN CAUSE

Les Antilles ont tout à gagner à rompre avec le système agricole actuel, directement lié au contexte économique colonial : la monoculture intensive de la banane et de la canne à sucre pour alimenter l'Europe². L'alternative est dans le développement d'une polyculture répondant aux besoins de la population et non de l'exportation, et dans la pratique de l'agriculture biologique (dans les zones les moins contaminées).

Une telle alternative changerait grandement la structure sociale et économique des îles. Mais même sans cela, la pollution par les pesticides provoquera des bouleversements. Et elle en provoque déjà : interdiction de la pêche dans certaines zones, effets néfastes sur le tou-

risme, etc. Continuer dans la voie actuelle entraînera forcément une répétition de la catastrophe « chlordécone » avec d'autres produits comme le paraquat, utilisé en Martinique pour désherber dans les bananeraies alors qu'il est classé hautement toxique (T+) et qu'il est admis que c'est un poison violent.

En Guadeloupe s'est constitué un collectif regroupant plusieurs associations, syndicats (UGTG, CGTG, CFDT...) et organisations politiques, qui réclame « l'abrogation des arrêtés ministériels d'octobre 2005 qui autorisent la consommation de denrées contaminées », des « mesures d'accompagnement financier des agriculteurs empêchés de produire sur des sols pollués » et la garantie qu'ils ne seraient pas « dépossédés de leurs terres » à cause de dettes devenues impossibles à rembourser.

Chlordécone : ce que l'on sait, ce que l'on soupçonne

Breveté en 1952 aux États-Unis, le chlordécone y est prohibé depuis une catastrophe sanitaire intervenue en 1975. Quatre ans plus tard, une étude de l'Inra établit la contamination de la Guadeloupe par ce pesticide. Il est interdit en France en 1990 mais, sous la pression du lobby des grands planteurs, son utilisation reste autorisée aux

Antilles jusqu'en 1993. Sans entreprise de décontamination, la pollution ne devrait pas disparaître avant des décennies.

Effets démontrés : convulsions, nausées, dysfonctionnement du foie, tremblements et altération de la vision. Problèmes de santé observés chez les Antillais(-se)-s pour l'instant sans lien

scientifiquement établi avec les pesticides : augmentation des cancers de la prostate et du sein, baisse de la fécondité.

(Source : « Pesticides organochlorés et santé publique aux Antilles françaises », Bulletin d'alertes et de surveillance Antilles Guyane, juin 2005, n°8)



Pour préserver l'avenir, le collectif exige l'implantation sur l'île d'une véritable « agence de l'eau » – comme il en existe déjà cinq en métropole – et l'organisation d'une « filière d'élimination des déchets de chlordécone ». Pour finir, le collectif exige une « commission d'enquête parlementaire » chargée d'établir les responsabilités dans la pollution et dans la contamination de la population « de 1981 à aujourd'hui ».

Noémie (AL Poitiers)

1. Pr D. Belpomme (coordinateur), *Rapport d'expertise et d'audit externe concernant la pollution par les pesticides en Martinique*, 23/06/2007, ARTAC.
2. En 2005, la culture de la canne à sucre occupe à elle seule plus de la moitié des terres arables en Guadeloupe, et la banane presque la moitié des terres arables en Martinique (plus du cinquième pour la canne à sucre).

nucléaire

Les apprentis sorciers ont la folie des grandeurs

Le projet de réacteur expérimental ITER cumule toutes les tares de l'industrie nucléaire : un coût pharaonique, un rendement nul, une dangerosité élevée, une pollution considérable mais... pas mal d'argent public dans les poches du lobby !

Le fiasco de Superphénix n'a pas servi de leçon. Avec le projet d'International Thermonuclear Experimental Reactor (ITER), les nucléocrates se sont trouvé-e-s, après la surgénération, une utopie scientifique de rechange : la fusion. Elle repose sur la croyance que l'humanité peut créer un soleil artificiel capable de fournir une énergie inépuisable. Une croyance qui coûtera au minimum à 10 milliards d'euros¹, pour qu'ITER produise, pendant 6 à 7 minutes, 10 fois plus d'énergie qu'il n'en consomme.

Ce monstre doit être construit à Cadarache, dans la vallée de la Durance, la zone sismique la plus active du pays ! Pour faire accepter

le projet, qui coûtera 467 millions d'euros aux collectivités locales, les politiciens de droite et de gauche font miroiter des retombées économiques et des créations d'emplois. Mais la plus grande partie du pactole finira dans les poches des nucléocrates et des groupes du BTP. Tandis que la population supportera les nuisances et les risques : on raserait 180 hectares d'une forêt biologiquement très riche, on doublerait la ligne à haute tension qui alimente le centre de recherche, une route de 100 kilomètres serait construite entre Berre et Cadarache pour faire passer 300 convois exceptionnels à travers des zones naturelles clas-

sées. Cela se traduirait par l'abatage d'arbres, la surélévation de pylônes électriques, la démolition et la reconstruction de ponts et de nombreux aménagements routiers. Les promoteurs en profiteraient pour faire flamber les prix de l'immobilier.

Si par malheur ITER venait à entrer en service, il rejeterait du tritium radioactif dans l'environnement, contaminant l'eau, les sols et la chaîne alimentaire. Sans oublier la possibilité d'un Tchernobyl-sur-Durance.

L'opposition se structure dans le Collectif Stop-ITER qui regroupe déjà de nombreuses organisations de la région et d'au-delà. La mani-



MANIFESTATION LE 10 NOVEMBRE À MARSEILLE

Rendez-vous dès 12 h, porte d'Aix, pour un pique-nique convivial et militant

14h : départ de la manifestation

18h : Conférence-débat salle Mazenod, 88, rue d'Aubagne

www.stop-iter.org

festation du 10 novembre à Marseille sera sa première mobilisation. Après la réussite des manif anti-EPR du 17 mars, une mobilisation réussie permettrait d'élargir le rapport de force. La fusion n'atteindra jamais le stade industriel, mais pour le secteur nucléaire c'est l'assurance que les financements publics continueront à affluer, consacrant la mainmise des nucléocrates sur la politique énergétique de la France. Avec l'EPR et ITER, il ne reste plus que des clopinettes pour les énergies renouvelables. Le nucléaire est une énergie du passé, empêchons le de compromettre notre avenir.

Hervé (AL Marseille)

1. L'Union européenne finance 30 % des coûts ; la France 20 % ; les États-Unis, la Russie, le Japon, la Chine, la Corée du Sud et l'Inde chacun moins de 10 %.

Aveyron

Allez vous faire soigner ailleurs !

À Saint-Affrique dans l'Aveyron, l'existence de l'hôpital est remise en cause. À plusieurs reprises, la population s'est unie aux salarié-e-s pour défendre leur accès à la santé. Loin d'être un cas isolé, cette lutte est emblématique, mais aussi représentative du détricotage actuel des hôpitaux de proximité.

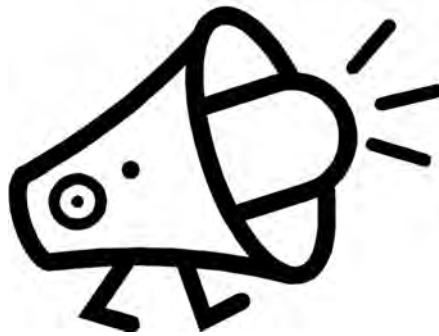
Le 30 juillet, plus de 1 000 des 8 000 habitant-e-s de Saint-Affrique, ville du Sud Aveyron, ont participé à la réunion organisée par le Comité de défense de l'hôpital Emile Borel contre les menaces de fermeture de l'établissement. Les personnels et la population locale ont déjà repoussé à deux reprises une telle issue depuis 2003. Il a fallu occuper deux fois le viaduc¹ de Millau et mobiliser jusqu'à 5 000 personnes lors d'une journée ville morte pour stopper la fusion du service de chirurgie saint-affricain avec celui de Millau.

CALOMIGNIES PARISIENNES

Cette fois, l'attaque est venue d'un article du *Parisien*² qui s'alarme entre autres d'un nombre prétendument élevé de décès à la suite d'opérations. La journaliste omet de préciser que ces décès, non seulement ne sont pas survenus à l'hô-

pital suite à une opération mais concernaient des patients atteints de cancers et autres maladies en phase terminale (comme dans les grands CHU). Enfin, cet article est publié dans un contexte marqué par la volonté gouvernementale de réduire le nombre des 121 hôpitaux de proximité et par la montée en puissance du plan « Hôpital 2007 » (tarification à l'acte, libéralisation de la santé...) : la mort de l'hôpital public en France.

Ce qui se joue, c'est l'avenir de la santé en milieu rural, mais aussi en banlieue. Les hôpitaux de Perthuis et de Quimperlé sacrifiés sur l'autel de la rentabilité en savent quelque chose. Et ce n'est donc pas un hasard si les défenseurs de l'hôpital de Saint-Affrique se retrouvent à l'animation de la Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternité de proximité à laquelle adhèrent une soixantaine de sites à ce jour.



Deux conceptions sont aux prises : d'une part une conception égalitaire qui passe par un maillage de service publics sur tout le territoire, d'autre part une médecine reposant sur l'existence de pôles basés sur un partenariat public-privé qui constituent une étape vers la privatisation totale de la santé.

UNE LUTTE EMBLÉMATIQUE

Pour l'instant, le ministère n'a pas suivi les conclusions des experts favorables à la fermeture du service de chirurgie viscérale. Si le service de chirurgie devait fermer, les autres services risqueraient de suivre la même voie. Dans ce cas, tous et toutes les patients saint-affricains devraient se rendre à Millau, égale-

ment menacé à terme. Il y a quelques années, c'est cette même politique privilégiant les pôles de compétitivité dans les grandes métropoles qui a coûté à Millau son train de nuit (Paris-Millau) par décision de la SNCF afin de favoriser la ligne TGV Paris-Montpellier. C'est dire que les habitant-e-s du sud Aveyron devront à terme s'« arranger » entre l'hôpital de Rodez... et le privé qui aura tôt fait de prendre la relève de ce qui lui semblera rentable.

La mobilisation actuelle est révélatrice d'une crise de légitimité de la politique dans la mesure où une majorité d'électeurs et d'électrices du Sud Aveyron, bien qu'hostiles à la fermeture de leur hôpital, ont voté Sarkozy qui s'est prononcé clairement en faveur du rétrécissement des compétences des hôpitaux de proximité en matière de chirurgie.

Cette lutte n'est pas clochemerlesque, elle témoigne plutôt de résistances contre le rouleau compresseur libéral et est riche d'enseignements pour celles et ceux qui se battent en faveur de l'emploi et des services publics.

Laurent Esquerre (AL Paris Nord)

1. Une journée de fonctionnement du viaduc équivalait au déficit annuel de l'hôpital de Saint-Affrique. Cherchez l'erreur.
2. Odile Plichon, « Décès en série à l'hôpital de Saint-Affrique », *Le Parisien*, 19 juillet 2007

autogestion

Le LIP allemand a démarré

Menacés par la fermeture de leur usine, les grévistes de Bike Systems à Nordhausen ont relancé les chaînes de montage, provoquant un large mouvement de solidarité.

Comme à l'usine LIP de Besançon en 1973, les 135 ouvrières et ouvriers grévistes de Bike Systems GmbH à Nordhausen (Thuringe, ex-RDA), en lutte depuis juillet, ont relancé leur entreprise en autogestion. Au cours des nombreuses discussions entre travailleurs mais aussi avec les personnes venues en solidarité, dont les militantes et les militants anarcho-syndicalistes de la FAU, l'idée de redémarrer cette usine de fabrication de vélos, au moins pour une période, a fait son chemin.

Avant de se lancer dans l'aventure, les grévistes ont, avec le soutien de la FAU et du réseau de gauche syndicale Labournet, mené une campagne internationale. Il s'agissait d'enregistrer 1 800 comman-

des avant de relancer la production : objectif tenu avec des commandes de tous les pays d'Europe mais aussi d'Égypte, des États-Unis, d'Australie, du Canada et d'Israël !

« STRIKE BIKE »

C'est donc un « Vélo-Grève » (strike-bike en anglais) qui est sur les chaînes de montage depuis le 23 octobre. Pour les salarié-e-s de l'usine, il ne s'agit pas tant de créer une coopérative (quoique l'idée existe, en dernier recours) que de se réappropriier temporairement l'outil de travail pour faire gagner la lutte. Dans l'édition du 4 octobre du quotidien *Die Zeit*, un des ouvriers, André Kegel, expliquait

« vouloir prouver qu'on peut produire des vélos, pour qu'un investisseur reprenne l'usine ». Son analyse est que Bike Systems est rentable en produisant 200 000 vélos par an. Mais que depuis son absorption par Biria Gruppe, il lui fallait atteindre l'objectif impossible de 500 000 vélos.

Les « strike-bikers » ont eu un écho très positif dans les médias, soulevant partout une grande sympathie. Alors que le syndicat IG-Metall, assez discrédité dans la région, est aux abonnés absents, le soutien à la lutte est porté par l'extrême gauche, et la population locale. Et, pour la première fois, la FAU a forcé le respect de la gauche radicale et syndicale pour son rôle dans la lutte.

Le parti d'extrême droite NPD a également tenté d'apporter son soutien, qui a été publiquement



L'équipe du « Strike Bike » dans la cour de l'usine
© LABOURNET.DE

repoussé par les grévistes. Quant aux pouvoirs publics c'est le silence radio : pas une visite à l'usine, malgré l'invitation qui leur a été adressée.

En lançant cette initiative originale et courageuse, en mettant en cause implicitement la propriété privée des moyens de production, les ouvrières et les ouvriers de Bike Systems ont « fait sortir » la lutte de l'enceinte de l'usine, et ont enclenché un grand mouvement de solidarité. La lutte en est renforcée, le moral des grévistes est excellent. C'est un exemple pour les entreprises menacées de fermeture ou délocalisation. Bike Systems peut-être en train d'écrire un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier allemand.

**Guillaume Davranche avec
Émilie (Paris) et Willi Hajek (Berlin)**

• Toutes les infos sont sur www.strike-bike.de et www.labournet.de

table ronde 1/5

Qu'est-ce qu'être syndicaliste de l'

Pendant cinq mois, *Alternative libertaire* va mettre autour d'une table plusieurs syndicalistes de générations et de secteurs différents. Pas forcément communistes libertaires, mais se reconnaissant dans le projet d'un « syndicalisme de lutte ». Un cycle de tables rondes pour faire le point sur ses réussites et ses échecs... et pour donner envie de se coller à la réalité vivante de l'organisation des travailleuses et des travailleurs !

Alternative libertaire : Le syndicalisme est censé reposer sur l'auto-organisation des travailleuses et des travailleurs. Mais les militantes et les militants sont-ils toujours bien pénétrés de cette idée ? Comment éviter de s'enfermer dans le rôle de « spécialiste » vis-à-vis des collègues ?

Gérard : Je dirais que, dans les grands établissements, le cadre habituel du dialogue collectif entre syndicalistes et salarié-e-s, c'est un peu l'heure d'information syndicale mensuelle (HIS ou HMI). Sinon, les contacts peuvent s'établir en passant dans les services. Mais, aujourd'hui, ces repères traditionnels sont bouleversés. France Télécom par exemple, a maintenant des périmètres immenses pour les délégué-e-s du personnel : ça peut s'étendre de Bayonne à Poitiers ! Comment dans ce cas-là pouvoir maintenir un contact physique ?

Manue : Dans mon cas je suis censée être déléguée par des gens qui sont à plus de 100 kilomètres de mon lieu de travail, et qui ne font pas du tout le même métier. Entre quelqu'un qui travaille tout seul au fin fond d'une petite gare, un aiguilleur ou une guichetière, on ne parle pas vraiment des mêmes choses. Comment alors maintenir un contact physique avec les salarié-e-s ? Internet n'y pallie pas, bien sûr. Malgré tout, on doit faire face à une armée de cadres missionné-e-s pour endoctriner les gens. Pour la casse des régimes des spéciaux, c'était 350 « managers », brief-és en une journée, et envoy-és aux quatre coins de l'entreprise pour aller voir les chefs, qui devaient ensuite répercuter auprès de leurs équipes le message gouvernemental. Nous en face, on n'a que les tournées syndicales...

Gérard : Le patronat des grosses entreprises a une stratégie de prise en tenaille : d'un côté il veut engluer les syndicats dans un système de « partenariat social », de

réunions de concertation (dont l'intérêt est souvent limité aux seules informations données aux participant-e-s), de procédures bureaucratiques, de querelles de spécialistes ; de l'autre il les contourne en investissant fortement la communication directe avec les salarié-e-s. Par la presse d'entreprise, par des cadres auxquels on confie une mission idéologique, voire même par le biais de « formations » (comptabilisées dans la formation professionnelle !) durant lesquelles les salarié-e-s sont convoqué-e-s, au besoin une heure par semaine, pour qu'on leur assène la bonne parole de la direction.

Pierre : Ça, tous les quatre matins, on s'en tape des « formations » ! Sinon la principale difficulté c'est effectivement de s'adresser à toutes et tous, malgré le fractionnement des statuts. Sur le site où je travaille, il y en a déjà quatre : fonctionnaires, contractuels privés, sous-traitants, intérimaires.

Jean-Luc : Il est clair que la plupart du temps, l'activité syndicale est routinière et les salarié-e-s délèguent aux syndicalistes le soin de garder un œil sur les agissements patronaux. L'auto-organisation ne marche que dans les périodes de « crise ». Pourquoi ? Parce que rien ne se fait sans envie. Et a fortiori



Sébastien Baroux travaille depuis 2002 à la distribution à la Poste de l'avenue d'Italie à Paris. Membre de la CNT jusqu'en 2006, il milite à SUD-PTT.

l'auto-organisation. Mais quand on sent qu'il y a une brèche, et qu'il faut réussir une AG, le syndicat s'efforce de « dramatiser » un peu la situation : on diffuse des tracts, on fait du décorum. Pour que la sauce prenne, ça compte beaucoup d'avoir une certaine tradition de lutte. Et on en a une petite. Les négociations annuelles obligatoires sont une période propice. Le syndicat négocie avec les patrons, et puis on quitte la salle et on leur dit : « Bon, nous allons consulter les salarié-e-s. » Ça, ça les rend fous. À l'époque de la négociation sur les 35 heures, on les a fait lanterner comme ça pas mal de temps. L'auto-organisation

c'est quand ce sont les salarié-e-s qui prennent les décisions, pas quand les militantes et les militants professionnels confisquent la parole. Il faut que les salarié-e-s s'emparent de la question, même si, au départ, l'initiative revient souvent au syndicat.

Sébastien : C'est clair que le côté théâtral ça compte. Les assemblées qui marchent, c'est quand on saisit une opportunité. Par exemple un collègue s'est fait embrouiller par un chef. Là on met deux personnes à l'entrée du service qui annoncent une « prise de parole », on débarque à plusieurs pour remplir un peu l'espace, et ça rameute du monde !

Pierre : Comme tu le dis, ce ne sont pas forcément les HMI les plus « syndicales » qui marchent. Ce sont les réunions qui sortent un peu de l'ordinaire, qu'on convoque le matin à l'arrache, à la machine à café, limite même pas au nom du syndicat. Pour inciter les gens à prendre la parole, on s'oblige, au début, à ne pas parler en premier,



Jean-Luc Dupriez, après avoir été actif douze ans à la CFDT, a rejoint la CGT en 1989. Il travaille à Babcock-Wanson à Nérac (Lot-et-Garonne), une usine qui fabrique des chaudières industrielles. Trésorier du CE, il est également délégué syndical central pour le groupe Babcock-Wanson et secrétaire de l'union locale CGT de Nérac.

le vent et que tu convoques un truc en catastrophe, là tu peux avoir plus de monde et faire vivre une démocratie qui n'a rien de formel.

Pierre : On passe beaucoup de temps à s'occuper de questions individuelles. Pas seulement travail, mais plus largement logement, crèches... et finalement on ne passe pas assez de temps sur les pratiques « de masse ». Déjà quand j'étais à SUD-Etudiants, on disait pour rigoler qu'il fallait faire maximum 50 % de son temps au local syndical, et 50 % à diffuser des tracts. Le temps militant, la façon dont on le répartit, c'est une sacrée question ! Quand tu adhères au syndicat, les demandes ne manquent pas : une réunion ici, un truc paritaire là, avec les demi-journées de décharge afférentes. Et assez vite, tu te retrouves en porte-à-faux avec les collègues, quand tu t'aperçois comme c'est difficile de justifier auprès d'eux que tu es absent une demi-journée ! Pourtant c'est important de ne pas s'enfermer sur son centre et que pour éviter toute bureaucratisation il faut qu'un maximum de personnes participe à la vie interne du syndicat.

Jean-Luc : Pour éviter cette spécialisation qui peut conduire à la bureaucratie, il faut distinguer la connaissance de la prise de décision. Avoir des connaissances sur un sujet ne veut pas dire être le ou la plus qualifiée pour prendre la décision. Mais il faut encore faire accepter cette idée aux ouvriers et aux employé-e-s.

Comment sont composés vos syndicats respectifs ? Quel est aujourd'hui le profil type du ou de la syndiqué-e ?

Jean-Luc : Actuellement, à Babcock, les syndiqué-e-s, ce sont des salarié-e-s qu'on a gagné sur une grève réussie, en 1995. Et puis des jeunes ouvriers qui se syndiquent parce qu'ils veulent se bagarrer et qu'ils trouvent le syndicat sympa – ce qui est vrai, l'ambiance y est conviviale, et on ne peut pas dire que ça ne compte pas. Mais de fait, on syndique surtout des délégués (CE, CHSCT, DP...). À la limite, on a plus de délégués que de syndiqués !

Sébastien : Au courrier, la personne qui se syndique, c'est le gars ou la fille pour qui j'ai fait un taf juridique, pour les prud'hommes par

« Rien ne se fait sans envie.
Et a fortiori l'auto-organisation. »

surtout les plus « étiqueté-e-s ». Et c'est un enjeu d'autant plus important qu'à Coliposte, les salarié-e-s ont une « durée de vie » assez courte : trois ans en moyenne dans la boîte. Déjà, on a réussi un truc énorme, c'est que les gens osent s'engueuler directement avec leur hiérarchie locale. Après, quand ils ou elles sont confronté-e-s à l'étage supérieur, comme un responsable régional par exemple, ils préfèrent s'abriter derrière les syndicalistes. À nous de démystifier.

Gérard : Il faut faire preuve de discernement : quand tu respectes formellement la démocratie et les procédures, tu peux aussi créer de la bureaucratie. Par exemple, tu convoques une HMI, personne ne vient, mais bon, t'as fait ton taf, c'est « démocratique » et on n'en parle plus. Alors que si tu as senti

La lutte aujourd'hui ?

exemple, et qui se syndique un peu pour me « remercier ». Parce que malheureusement, de vraies luttes, on en a peu sur lesquelles s'appuyer pour recruter. On a aussi la personne qui vient pour le jeu institutionnel, pour siéger localement dans un truc. Parce qu'elle sait que si elle prend la délégation, ça va lui faire quelques heures de décharge, et c'est toujours ça de boulot en moins. Voilà. Ce sont des cas assez communs. L'adhésion typique n'est pas une adhésion militante au sens où on l'entend. Alors quand je repère la fille ou le gars qui est honnête et qui a envie de se bouger, qui potentiellement fera vivre un syndicalisme authentique, je peux te dire que je le travaille au corps !



Emmanuelle Bigot travaille au guichet de la gare de l'Est à Paris. Milite à SUD-Rail depuis 1996. Déléguée du personnel et au Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Elle représente également son métier dans la fédération SUD-Rail et participe à sa commission International.

Manue : Là où je travaille, il faut bien reconnaître que la situation est un peu particulière parce qu'il y a des militantes et des militants politiques, pour qui être syndiqué est un principe de base. Donc évidemment ça nourrit l'activité syndicale. Enfin, pas toujours, parce qu'il y en a un certain nombre pour lesquels ce qui prime c'est l'activité dans leur organisation politique, à l'extérieur. Le jour où on prépare une AG pour une grève, pas de problème, ils et elles sont là, au taquet. Mais le problème, c'est que le syndicalisme, ce n'est pas que ça, c'est aussi du boulot quotidien... Après, c'est comme partout, il faut ramper pour syndiquer des gens et les faire bouger.

Pierre : Il y a aussi le profil du type ou de la nana qui veut que la boîte « tourne bien ». Qui voit des trucs qui sont aberrants dans le fonctionnement, et qui a envie d'intervenir. Pour lui ou elle, se syndiquer et agir relève un peu d'une participation à un ensemble.

Gérard : C'est pas forcément si mal, la personne qui veut agir pour « changer le boulot », qui s'implique dans son métier. Si elle s'aperçoit que le dialogue social est une foutaise, ça peut devenir une

syndicaliste acharnée. La personne qui s'en fout de son taf et de ses collègues, généralement, s'en fout également de l'action collective. Tu ne la retrouves pas dans les grèves, ni évidemment au syndicat.

Et au sein même du syndicat ? Comment se joue l'implication des syndiqué-e-s ?

Jean-Luc : Chez nous, c'est facile : tout le monde est sur le même site. La réunion du mardi, qui se déroule sur les heures de délégation, c'est sacré. On y a 80 % des militants présents. Si on a une décision importante à prendre, on double cette réunion d'une consultation de tous les syndiqués. Mais bon, syndiqué, délégué et militant, dans notre syndi-

cat c'est un peu synonyme... Néanmoins nous veillons à limiter la spécialisation CE ou DP ou syndicat ou CHSCT. Les décisions sont prises en commun, puis chacun les met en œuvre dans « son » secteur. Au-delà, pour « sortir de l'entreprise » et emmener des camarades à l'union locale, c'est une autre paire de manches. La réalité à Nérac aujourd'hui, c'est que les militants qui participent à l'union locale sont presque tous des militants politiques. Pour aller au delà d'un simple militantisme dans l'entreprise, il faut une motivation forte...

Gérard : Pour parer aux risques de spécialisation, de bureaucratisation... à SUD-PTT nous avons un contrôle (a posteriori) des mandats et une révocabilité, du moins en théorie. En réalité, nous manquons de volontaires pour assumer les mandats. Donc révoquer quelqu'un qui ne fait pas, ou mal, son boulot, c'est un peu compliqué, sans parler des inévitables problèmes humains... Pour ce qui est des verrous, au niveau de la fédération, c'est limité à neuf ans pour être permanente ou permanent fédéral et à douze ans pour qui a déjà été permanent au niveau de son syndicat local. L'i-

dée c'est que « syndicaliste » c'est du boulot, mais ce n'est pas un métier.

Est-ce que ces verrous empêchent la bureaucratie ? Non, ça ne suffit pas. Car la bureaucratie ce n'est pas seulement une question de durée de mandat, c'est aussi engendré par l'affaiblissement du tissu militant, et l'appauvrissement des débats.

L'activité syndicale s'est complexifiée. Au-delà du plan professionnel, il y a tout le travail interprofessionnel, de relations internationales, les sans-papiers, les contre-sommets altermondialistes, le féminisme... C'est très enrichissant et souvent passionnant. Mais il y a forcément délégation. Untel s'occupe de tel sujet, unetelle s'occupe de tel autre. La délégation peut rendre des comptes, faire des rapports, il est quand même difficile de trouver le temps de se tenir au courant, de partager les infos et de s'approprier collectivement les débats. Le temps, c'est ce qui manque le plus. C'est vrai au niveau de la fédération, mais aussi

“ La bureaucratie ce n'est pas seulement une question de durée de mandat. ”

dans les syndicats. Ça favorise un appauvrissement des débats, de la routine et donc de la bureaucratie. La question c'est comment on fait pour être à la fois spécialiste sur un sujet, et compétent sur l'ensemble. **Sébastien** : Il est clair qu'au sein de ma structure, tout un tas de débats sont au-dessus de nos forces. Moi, mon souci interprofessionnel c'est, assez prosaïquement, « Comment syndiquer les camions blancs ? » – c'est-à-dire les sous-traitants, les « camions jaunes » étant ceux de la Poste. La solidarité avec la Guinée ou la Tchétchénie, ça nous semble formidable... mais un peu lointain.

Manue : Ça dépend. Le lien est parfois plus facile à réaliser qu'on ne le croit. Notamment avec le développement droit européen. Ainsi, dans le rail, l'existence de réseaux internationaux a permis d'organiser des grèves européennes comme en 1992, 1999 et 2003. Ces mobilisations sont rares, diffi-



Gérard Coste travaille au centre de tri de Paris-Louvre. Après avoir rompu avec le syndicalisme au milieu des années 1970 et tenté d'animer un collectif ouvrier autonome plutôt ultra-gauche, il a rejoint la CFDT en 1986. Militant de SUD-PTT depuis sa fondation en 1989, il est membre du bureau fédéral. Détaché à mi-temps chargé de la formation syndicale à SUD-PTT et à Solidaires, l'union syndicale à laquelle SUD-PTT est affilié.

ciles à mettre en œuvre, mais ne pourraient pas exister sans un travail syndical en amont.

Pierre : Question démocratie syndicale, j'ai un sentiment mitigé à l'égard des congrès. Le congrès national, tous les trois ans, c'est le lieu central de la démocratie, mais ça dévore un temps incroyable. N'en fait-on pas un peu trop, quand on prépare un congrès comme des malades ? Surtout quand on voit que, pendant une lutte, les débats au conseil fédéral sont parfois un peu creux...

Sébastien : Effectivement, ce qui m'a étonné en rejoignant SUD, c'est qu'il n'y a pas de luttes de tendances. Dans les congrès, les débats sont assez convenus : « SUD est opposé à la déréglementation, bla bla bla... ». Comme si la dépolitisation du milieu postier avait pénétré le syndicat.

Pierre : Sur la question de la délégation : au bout de douze ans, ta militante ou ton militant, il est un peu « cassé ». Quand son mandat est fini, il est censé retourner à la base. En réalité, il prend du champ. S'il ou elle quitte le bureau fédéral par exemple, dans sa tête il se dit un peu : « Bon, je suis arrivé au bout de mon militantisme, qu'est-ce que je peux faire de plus ? » Et le sentiment de repartir de zéro, ça démotive pas mal.

Sébastien : La majorité des anciens fédéraux revenus à la base, on ne les voit quasiment plus. C'est un de nos gros problèmes.

Gérard : Malgré tout je ne pense pas qu'aujourd'hui SUD-PTT soit bureaucratisée. Justement parce que trop de gens, à tous les niveaux, s'en plaignent ou au moins s'en inquiètent. Il n'y a pas cette satisfaction béate et ce confort intellectuel caractéristiques de la bureaucratie. Si on peut observer l'apparition d'un certain sentiment « légitimiste » vis-à-vis des instances fédérales, les syndicats conservent une grande capacité de critique dans les débats fédéraux, qu'ils ne se privent pas d'utiliser. Cette prérogative est scrupuleusement respectée, y compris lorsque les désaccords sont vifs.

Propos recueillis par Guillaume Davranche (AL Montrouge) et Victoria Frot (AL Paris Nord)

LES MOIS PROCHAINS

EN DÉCEMBRE : Qu'est-ce que c'est l'auto-organisation des luttes aujourd'hui ?

EN JANVIER : Qu'est-ce que ça veut dire l'interpro aujourd'hui ? Et la lutte contre la précarité ?

EN FÉVRIER : Où en est l'intégration par le syndicalisme de la question féministe et des travailleurs immigrés ?

EN MARS : Quel est, ou quel devrait être, le rôle politique du syndicalisme ?

avec, chaque mois, plusieurs intervenantes et intervenants différents.

entretien

Jacques Rancière : « La démocratie du pouvoir de la propriété »

Jacques Rancière, philosophe et professeur émérite à l'université Paris-VIII, s'est attaqué l'an passé, dans *La Haine de la démocratie*, à l'idéologie antidémocrate des « élites républicaines ». Il nous explique l'origine du concept de démocratie, comme pouvoir des gens « sans qualités », en opposition au pouvoir des propriétaires, et évoque la pertinence de la démocratie comme pratique subversive « en soi », même déconnecté d'un projet de société socialiste.

Alternative libertaire : Vous avez, dans un article du *Monde* (22 mars 2007), fait une critique virulente du système représentatif et électoral actuel. Selon vous, une transformation démocratique des institutions actuelles a-t-elle un sens, et à quelles conditions ?

Jacques Rancière : Il est certainement possible d'imaginer des transformations du système représentatif qui fassent droit à l'anarchisme démocratique tel que je l'entends. Cela implique une restriction du rôle du président et la restitution à l'as-

semblée du pouvoir légiférant. Cela implique surtout que l'assemblée en question cesse d'être monopolisée par les notables, que la rotation soit effectivement assurée par le non-cumul et le non-renouvellement des mandats, que les assemblées qui servent à caser le personnel surnuméraire des partis de gouvernement cèdent la place à des formes de réel contrôle populaire. Cela implique aussi une part reconnue dans les institutions républicaines au tirage au sort qui est la forme de « sélection » authentiquement démocratique. Bien évidemment des mesures constitutionnelles ne sont jamais suffisantes pour créer à elles seules une vie démocratique. [...]

Votre critique de la science comme fondement du pouvoir politique semble prendre le contre-pied de toute une tradition marxiste, et rejoindre la critique de l'autorité scientifique que faisait Bakounine...

Sans doute. Je n'ai pas relu Bakounine depuis bien longtemps. Mais il ne faut pas faire de ce rapport à la

science le critère discriminant entre tradition marxiste et tradition anarchiste. La confiance en la science comme principe de la transformation sociale est massivement partagée par les doctrines sociales et socialistes du XIX^e siècle, anarchisme compris. Ce qui sépare l'anarchisme du marxisme, c'est moins la méfiance envers la science, que la



“ La démocratie se trouve en quelque sorte remise à elle-même, à sa propre capacité d'élargir son espace et d'inventer son avenir. ”

critique de l'autorité, donc la critique de la conception qui incarne le pouvoir de la science dans un corps de savants disposant d'une autorité légitime pour conduire le mouvement. [...]

Quelle place tient la critique de la propriété dans votre théorie de la démocratie ?

La démocratie est née historique-

ment comme une limite mise au pouvoir de la propriété. C'est le sens des grandes réformes qui ont institué la démocratie dans la Grèce antique : la réforme de Clisthène qui, au VI^e siècle av. J.-C., a institué la communauté politique sur la base d'une redistribution territoriale abstraite qui cassait le pouvoir local des riches propriétaires ; la réforme de

Solon interdisant l'esclavage pour dettes.

Le principe démocratique, c'est l'affirmation d'un pouvoir de tous et toutes, d'un pouvoir des êtres humains « sans qualités » venant contrarier le jeu normal de la distribution des pouvoirs entre les puissances sociales incarnant un titre à gouverner : la naissance, la richesse, la science, etc. La démocratie est

essai

La Haine de la démocratie

Jacques Rancière définit la démocratie comme un « *gouvernement* » anarchique, fondé sur rien d'autre que l'absence de tout titre à gouverner ». La démocratie est éminemment subversive car elle remet en cause tous les principes ou fondements d'autorité (arkhé) : le savoir, la richesse, la naissance...

Les sociétés dites « démocratiques » dans lesquelles nous vivons ne sont pas en réalité des démocraties. Elles sont pour Jacques Rancière des oligarchies (c'est-à-dire le gouvernement de quelques-uns). Il n'y a pas de gouvernement démocratique car « tout gouvernement est toujours l'exercice du pouvoir d'une minorité sur une majorité » (p. 59). La notion d'oligarchie permet à Rancière de s'opposer à des positions qui aplatissent les démocraties libérales sur les régimes totalitaires.

Les démocraties libérales ont un rapport ambigu vis-à-vis de la notion de démocratie. D'un côté, la démocratie est une notion revendiquée. Mais il s'agit d'un

usage idéologique de cette notion dans la mesure où aucun régime ne peut être en réalité une démocratie. D'un autre côté, la notion de démocratie est critiquée. Ce qui est critiqué, c'est l'anarchie démocratique, c'est à dire justement le fait que personne ne soit fondé à avoir plus de compétence qu'un autre en matière politique. Par conséquent, la haine de la démocratie est en réalité une haine de l'égalité.

Si nous ne vivons pas dans des démocraties et si la démocratie est anarchique, qu'est ce qu'alors une réelle démocratie ? Elle ne peut s'incarner dans aucune forme politico-juridique. Par conséquent, le

régime représentatif, les élections au suffrage universel ne caractérisent pas la démocratie en soi. D'ailleurs, on le voit bien dans notre société puisque ces instruments peuvent être utilisés à leurs profits par les régimes oligarchiques.

Il existe certes des règles qui permettent de rendre plus démocratique le système représentatif : « mandats électoraux courts, non cumulables, non renouvelables ; monopole des représentants du peuple sur l'élaboration des lois ; interdiction au fonctionnaire du peuple d'être représentant du peuple [...] » (p. 80). Mais rendre un régime plus démocratique ne signifie pas qu'il incarne en soi la démocratie.

La démocratie pour Rancière n'est jamais quelque chose de réalisé. Elle ne



• Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie*, La Fabrique, 2005, 106 pages

peut être une forme de société. Mais dans ce cas quand y-a-t-il démocratie ? « Elle est la puissance qui doit aujourd'hui plus que jamais se battre contre la confusion des pouvoirs en une seule et même loi de domination » (p. 105). Il y a une manifestation de démocratie, par exemple, lorsque lors du referendum sur la Constitution européenne, « une majorité de votants a jugé, à l'inverse, que la question était une question, qu'elle relevait non de l'adhésion de la population, mais de la souveraineté du peuple et que celui-ci pouvait donc y répondre non aussi bien que oui » (p. 87).

L'apport de l'ouvrage de Rancière est de montrer en quoi la notion de démocratie ne se réduit pas à ce qu'essaient de nous faire croire les démocraties libérales. La démocratie est une revendication éminemment subversive d'égalité.

Irène (AL Montrouge)

est née d'une limitation

donc liée à une limitation du pouvoir de la propriété. Et il est clair que la démocratie est vivante là où elle est capable d'exercer cette limitation. Cela dit, il est également clair que l'idée démocratique ne porte pas en elle-même le principe et les moyens d'une suppression de la propriété. C'est pourquoi elle a été accusée d'être son simple alibi formel, et la « démocratie réelle » a été identifiée à la possession collective des moyens de production. On sait quel a été le destin de la « démocratie réelle » pratiquée dans les États soviétiques. Même pour ceux et celles qui n'ont jamais identifié contrôle collectif et dictature d'un « parti de classe », le contre-exemple de la dictature soviétique rend plus difficile de concevoir, dans le contexte d'une économie mondialisée, la forme que pourrait prendre un contrôle collectif sur les moyens de production et d'échange. Cela nous rend relativement démunis au moment où le pouvoir économique atteint les formes les plus radicales de son illimitation, où il s'identifie toujours plus au pouvoir des États et des grandes organisations interétatiques qui est, plus que jamais aussi, un pouvoir anti-politique, un appareil destiné à confisquer et à détruire la

capacité collective. La critique de la propriété passe d'abord aujourd'hui par la lutte contre cette illimitation et cette fusion.

Vous considérez que l'essence de la politique est le « dissensus », par opposition au consensus.

Néanmoins, entre les opprimé-e-s, la question de l'alliance, et donc du consensus, ne se pose-t-elle pas ?

La critique du consensus n'est pas une critique de l'accord ou de l'alliance en général. Il est clair que toute action collective suppose un principe d'accord et que ce principe d'accord suppose lui-même négociations et compromis. Mais le consensus, au sens fort, veut dire beaucoup plus que le souci de s'accorder. Il suppose que les données sensibles, les situations et leur signification sont elles-mêmes placées hors de contestation. [...] En dernière instance, il affirme que le monde est partagé entre ceux et celles qui ont la capacité de déterminer les possibles et ceux et celles qui n'ont pas d'autre choix que d'y consentir. La politique, elle, commence avec le dissensus. Elle commence avec l'affirmation que ces données objectives sont elles-mêmes le produit d'une interprétation, d'un choix, qu'elles tra-

duisent non l'état du monde mais l'état de la domination. Elle consiste à construire des mondes conflictuels dans le monde supposé donné, une autre configuration des possibles qui affirme la capacité de n'importe qui contre la capacité des experts de la domination. C'est sur la base du dissensus ainsi entendu qu'il est possible aux opprimé-e-s de s'accorder dans la lutte.

Comment envisagez-vous la transformation sociale ?

Je me trouve, comme bien d'autres, confronté à une situation où aucune force collective n'apparaît porteuse d'une puissance de lutte à la mesure des avancées de la domination capitaliste, et d'une vision crédible d'un avenir non capitaliste. La dégénérescence et la faillite du soviétisme ont durablement affecté l'espérance en la possibilité d'une autre organisation économique du monde. Et l'idée que le capitalisme porte en lui sa propre destruction n'est plus guère tenable, même si des auteurs comme Tony Negri essaient de lui donner un nouveau contenu. [...] La lutte contre l'empire dominant du Capital sur toutes les formes de la vie n'en reste que plus un impératif absolu. [...] Il

s'agit de s'opposer, en l'absence même d'une vision stratégique de l'au-delà du capitalisme. On rejoint là le cœur du paradoxe politique tel que je l'entends : l'opposition entre politique et police n'est pas une affaire de buts mais une affaire de principes : le pouvoir égalitaire du rassemblement des êtres humains quelconques n'est pas porté par une nécessité historique ou sociale qui lui donnerait un but stratégique à réaliser et garantirait son avenir. [...] Le socialisme, au sens large du terme, est venu, en quelque sorte, lui proposer un but, l'inscrire dans un processus historique lui promettant de s'identifier à la constitution d'un nouveau monde. Il est venu proposer comme horizon à l'action politique son propre dépassement, sa propre suppression. Maintenant que cet horizon s'est retiré, la démocratie se trouve en quelque sorte remise à elle-même, à sa propre capacité d'élargir son espace et d'inventer son avenir.

Propos recueillis par Irène (AL Montrouge)

lisez l'intégralité de cet entretien sur notre site le mois prochain : w.alternativelibertaire.org



le Dico anti-capitaliste

de Jacques Dubart

Chaque mois, un mot ou une expression passée au crible.

Définir de façon incontestable ce qu'est l'État n'est pas aisé, tant ce mot peut avoir des contextes différents. Pour tourner la difficulté, nous proposons de reprendre la définition « en négatif » donnée par l'anthropologue Pierre Clastre à propos des sociétés indiennes d'Amazonie qui « ne connaissent pas l'État, ou, à mieux dire, ne présentent pas trace d'un pouvoir détaché de l'ensemble social, d'un pouvoir exercé par un homme ou un petit nombre sur le reste des hommes ». Nous avons là, sans aucun doute, le bon point de départ pour une réflexion sérieuse sur l'État.

Ce que Clastre met en lumière, c'est que l'État est synonyme de pouvoir d'une minorité. Les États « démocratiques » s'appliquent à masquer cette réalité. Les élections sont censées permettre à la majorité d'y décider, au moins, des grandes orientations politiques. Mais dans les sociétés capitalistes le véritable pouvoir, le pouvoir économique, échappe au contrôle des institutions politiques. Il impose à la société toute entière ses orientations. Le rôle des responsables politiques est restreint, pour l'essentiel, à la gestion des conséquences

« L'État »

sociales des décisions des capitalistes. En sanctuarisant le droit de propriété privée des moyens de production, la Constitution de l'État garantit la suprématie politique de la classe possédante. L'État bourgeois est le chef d'orchestre du capitalisme, et l'instrument des capitalistes.

Avant 1990, les États liés à l'URSS se disaient « États ouvriers », signifiant par là qu'à travers eux, c'est le prolétariat qui exerçait le pouvoir. Ce mensonge n'a jamais trompé que celles et ceux qui voulaient être trompés. Dans tout État, c'est bien le pouvoir – plus ou moins occulte – d'une minorité qui s'exerce. Et une minorité au pouvoir l'exerce toujours pour défendre ses intérêts propres, et pas ceux de l'ensemble de la société.

Néanmoins parmi les fonctions assumées par les États, certaines paraissent, plus ou moins, défendre l'intérêt général. Exemple type : les services publics. Certains services publics ont été en premier lieu des « services de l'État » (la Poste, l'Éducation nationale) Mais les services publics sont souvent une anomalie au sein de l'économie de marché, qui a été imposée sous la pression du prolétariat.

D'une part une analyse plus fine de cette institution, telle que l'a réalisée Pierre Bourdieu en démontrant que l'école est un rouage fondamental dans le processus de reproduction sociale, permet largement de nuancer ce « sentiment ». D'autre part, même si les capitalistes accaparent l'essentiel du pouvoir, ils sont bien obligés de tenir compte du rapport de forces et les avancées sociales sont en fait, pour l'essentiel, le résultat des luttes politiques et économiques des classes dominées. Il n'empêche que n'importe quelle société sera dans l'obligation de gérer de nombreuses fonctions assumées aujourd'hui par l'État.

Les États sont nés au moment même où sont apparues les classes sociales. L'État est une forme politique qui permet à la classe dominante d'exercer son pouvoir. Quand les anarchistes affirment qu'ils veulent détruire l'État, ils affirment simplement qu'ils veulent construire une autre forme d'organisation politique, basée sur l'égalité économique et politique entre tous les citoyens. ■

Irak

La « guerre civile » n'explique pas tout

Alors que l'on nous décrit un Irak en pleine guerre civile, où les États-Unis auraient du mal à instaurer une démocratie, la réalité est tout autre. Les États-Unis sont bel et bien impliqués dans une série ininterrompue d'agressions, de crimes de guerre, d'épurations ethniques, et d'actes de torture.

Tandis que les Américains sont abreuvés d'un flux constant de livres écrits par des anciens responsables militaires, le public anglais a accès à tout un tas de documents secrets qui ont filtré. Ces derniers révèlent énormément sur la planification et la façon dont la guerre a été vendue à la population. En voici quelques exemples...

Le changement de régime en Irak est depuis longtemps l'un des objectifs de la politique de Washington. [...] C'est resté le but ultime des politiques américaines et britanniques dans les années 90. [...] Pour créer une adhésion politique en faveur de l'invasion, ils ont fabriqué des preuves et alimenté une peur d'armes nucléaires, chimiques et biologiques qui n'ont jamais existé. [...]

[En mars 2003], les États-Unis et la Grande-Bretagne envahirent l'Irak avec l'aide symbolique de l'Australie, du Danemark et de la Pologne. [...] Dans une interview à la BBC le 16 septembre 2004, Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU à l'époque, déclarait l'invasion « illégale ». Benjamin Ferencz, ancien procureur général des tribunaux de Nuremberg, parle quant à lui de « crime d'agression », c'est-à-dire un des crimes pour lesquels les dirigeants allemands nazis furent condamnés, et certains pendus. [...]

INVASION DONC TORTURE

En février 2004, Le Comité international de la Croix-Rouge a rendu un rapport décrivant les violations croissantes et systématiques au droit humanitaire international lors du traitement des personnes détenues par les forces américaines et anglaises en Irak. [...] Des groupes de défense des droits de l'homme ont amassé des preuves irréfutables de tortures systématiques, autorisées aux plus hauts niveaux, comprenant des peines de mort, des exécutions

simulées, des quasi-noyades, le maintien forcé dans des positions physiquement stressantes, des hypothermies, des privations de sommeil, des électrocutions, diverses formes de sodomie, et des passages à tabac sans fin. [...]

FALLOULA VILLE MARTYRE

L'assaut américain sur Fallouja était un crime de guerre aux proportions historiques. Les civils étaient encouragés à quitter la ville avant l'attaque mais on empêchait les hommes âgés de 15 à 55 ans de partir et ils étaient refoulés aux barrages routiers. À partir de la nuit du 5 novembre 2004, une grande partie de la ville a été pilonnée, malgré la présence, selon une estimation de l'ONU, de 50 000 civils. Notamment des malades, des personnes âgées et des soignants. L'une des premières cibles a été le service des urgences de l'hôpital Nazzal, qui a été rasé par les bombardements dès le matin du premier jour, tuant les médecins, le personnel et les patients. La ville fut déclarée *Weapon free* : toute per-



Soldats américains en embuscade près de Bagdad en juin 2004.

sonne en vie pouvait être traitée en tant qu'ennemie et tuée à vue. [...] Après les démentis initiaux, les autorités américaines ont admis avoir utilisé du napalm, ainsi que du phosphore blanc, qui est interdit par la Convention sur les armes chimiques [...]. Dans cette ancienne ville de 300 000 habitants, 65 % des bâtiments ont été endommagés sans espoir de réparation. Le nombre de corps enterrés sous les décombres est encore inconnu.

QUELLE GUERRE CIVILE ?

Dans cette guerre de propagande, la plus grande bataille est sans doute celle menée pour maquiller les violences permanentes en un conflit « intercommunautaire » ou en une guerre civile entre Irakiens sunnites et chiïtes, dans laquelle les forces d'occupation étrangères ne joueraient qu'un rôle de maintien de l'ordre ou d'arbitre. [...] Mais rien n'est

plus faux : il n'y a aucun précédent de violences intercommunautaires de cette ampleur en Irak. [...]

NOTRE PÉTROLE SOUS LEUR SABLE

Un groupe de travail sur le pétrole et l'énergie du Département d'État américain avait conclu que l'Irak « devrait être ouvert aux compagnies pétrolières internationales aussi vite que possible après la guerre » et encourageait « les accords de partage de la production » avec les compagnies pétrolières occidentales. [Dans un tel modèle de développement], la Société nationale des pétroles de l'Irak (Iraq National Oil Company) ne garderait que 17 des 80 champs de pétrole connus en Irak et les compagnies occidentales n'auraient aucune obligation de réinvestir leurs profits dans le pays, ni d'employer du personnel irakien ou de mettre en place des partenariats avec des sociétés irakiennes. [...]

GÉNOCIDE ?

La politique américaine de purification ethnique envers les Arabes sunnites a déjà tué entre 5 et 15 % des 5 à 6 millions d'individus que comptait le pays avant la guerre. Elle en a transformé entre 15 et 25 % en réfugiés dans leur propre pays et en a conduit entre 30 et 40 % à émigrer. [...] D'après les normes appliquées à d'autres conflits depuis les années 1990, cela caractérise clairement un *génocide*. [...]

Un des arguments habituels des pro-guerre est que l'illégalité de l'invasion américaine n'a aucun rapport avec les problèmes que connaît en ce moment l'Irak. [...] Au contraire, l'illégitimité de la position américaine en Irak est vraiment au cœur de la crise actuelle. [...]

Nicolas J.S. Davies, article de la revue américaine Z (septembre 2007), traduit par Emilie (Paris), Sophie (AL Nantes) et Rémi (AL Paris Montrouge)

• Nicolas J.S. Davies est étudiant en histoire et en politique étrangère américaine et militant pacifiste en Floride.

1,2 million de morts depuis 2003

- Selon des études parues dans le *Lancet* en 2004 et 2006, entre 500 000 et un million de personnes sont mortes à cause de la guerre. Selon l'Opinion Research Business, ce chiffre serait maintenant (septembre 2007) de 1,2 million. Ces études épidémiologiques, bien que méthodologiquement solides, sont systématiquement discréditées par les gouvernements et les médias.
- Pendant les deux premières années de la guerre, 60 à 80 % des morts violentes de civils étaient le fait des

forces de la « coalition », et notamment de leurs frappes aériennes.

- Pendant la première phase de la guerre, 29 000 bombes (pouvant tout détruire dans un rayon allant jusqu'à 120 mètres) ont été utilisées. Au moins 5000 ont atteint autre chose que leur cible.

- En janvier 2005, une analyse des faits de violences signalés comme des violences inter-Irakiens révélait que 43 % de ces faits étaient des attaques contre les forces pro-américaines et que 36 % étaient

directement liés aux élections ; 11 % avaient pour cible des officiels du gouvernement irakien. Pas un seul incident n'était imputable à une simple haine intercommunautaire.

- Le dernier rapport sur les droits de l'homme des Nations unies remarque que 54 % des Irakiens vivent maintenant avec moins d'un dollar par jour, que 68 % n'ont pas accès à l'eau potable et que 2 000 médecins ont été tués alors que 12 000 ont fui le pays (soit une baisse de 42 % du nombre de docteurs).



David Venegas Reyes « El Alebrije », 25 ans, étudiant, membre de Vocal, conseiller de l'Appo. Arrêté le 13 avril 2007 sous des accusations fausses et qui ont été deux fois modifiées (d'abord trafic de drogue, puis de sédition et incendie volontaire, puis d'attaque contre des voies de communication et rébellion).

Confrontée aux révoltes indigènes, paysannes, ouvrières, étudiantes, la classe possédante mexicaine a rarement hésité à recourir aux forces policières et à l'armée pour écraser les insurgé-e-s.

Depuis deux ans une nouvelle vague de répression s'est abattue contre les secteurs en lutte. Attaque contre les grévistes de Sicartsa (une entreprise de sidérurgie) dans l'État du Michoacán qui fit deux

Mexique

Libérez-les !

« Il y a aujourd'hui plus de prisonniers politiques au Mexique qu'en 1969 »¹, ceux-ci sont issus des nombreux mouvements au sein du pays. L'amnistie de toutes ces personnes commence à devenir la revendication principale dans de nombreux endroits.

morts, répression à Atenco en mai 2006 contre la population et les militant-e-s du FPDT (Front des peuples en défense de la terre), à Oaxaca contre les militants et sympathisantes de l'Appo (Assemblée populaire des peuples de Oaxaca), au Chiapas contre les bases d'appui zapatistes. De plus, deux militants du groupe politico-militaire EPR, Gabriel Alberto Cruz Sánchez et Edmundo Reyes Amaya, ont « disparu » depuis mai dernier et des manifestant-e-s antimondialisations sont toujours enfermé-e-s deux ans après les manifestations de Cancun...

Chaque fois, des dizaines de personnes ont été emprisonnées et croupissent dans les centres de

haute sécurité. Des juges ont condamné à 67 ans de prisons les leaders du FPDT. À Oaxaca les frères Soza, porte-paroles de l'Appo, sont emprisonnés depuis des mois et David Venegas, militant libertaire membre de Vocal (Voix oaxaxiennes construisant l'autonomie et la liberté) et conseiller de l'Appo a vu pour la troisième fois ses motifs d'inculpation changer afin d'empêcher sa libération.

La question des prisonniers est devenue prioritaire pour le mouvement social au Mexique. Dès juin 2006, l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) a proposé aux militant-e-s de la Otra Campana d'en faire l'un des axes majeurs de

leur programme de lutte. De même, l'Appo exige la libération des prisonniers et prisonnières politiques. Les mouvements libertaires, à l'occasion de l'Anarcogalactica de cet été au Chiapas, ont décidé de lancer des actions dans tout le Mexique.

Début octobre, à Mexico, une centaine d'organisations venues de 17 États du Mexique et avec le soutien d'intellectuels et d'artistes ont créé le Front national contre la répression (FNCR) pour tenter de stopper la répression qui a pris des proportions alarmantes. Le front se donne pour objectif d'obtenir la libération de tous et toutes les emprisonné-e-s, l'arrêt des ordres de détention, la réapparition en vie des disparu-e-s et l'amnistie pour toutes les personnes emprisonnées pour des raisons politiques.

Pascal (AL Rouen)

1. Paco Ignacio Taibo II (écrivain et militant)

Palestine

Une fissure dans le mur

Bil'in n'est pas la seule commune palestinienne à résister à la construction du mur de l'apartheid mais par sa ténacité elle en est devenue le symbole. Des manifestations rassemblent des habitants et des habitants des deux côtés du mur. Les nouvelles générations jouent un rôle essentiel.

Quand les villageois et les villageoises apprennent que le mur allait voler la majeure partie de leurs terres agricoles, ils créèrent le comité populaire de Bil'in, structure indépendante des organisations politiques. Suivant l'exemple des villages de Mash'a et Budrus, le comité a fait appel à la solidarité des militantes et des militants israéliens et internationaux. Depuis lors, ils manifestent ensemble chaque vendredi, malgré la violence des occupants, les blessés et les arrestations. Au bout de deux ans et demi de lutte, cette bourgade agricole de 2 000 habitants située près de Ramallah en Cisjordanie est parvenue à fissurer le mur.

En septembre, la Cour suprême d'Israël a partiellement donné raison aux habitants et a décidé que le mur devait être déplacé de 1,7 km vers l'est. Cette petite victoire juridique ne va pas arrêter la progres-

sion du mur et des colons. Il n'est même pas sûr que le jugement de la Cour suprême soit appliqué sur le terrain. Pourtant, cette fissure est vécue comme une victoire importante.

LE MUR DE LA DOMINATION

Le mur n'est pas seulement un moyen parmi d'autres de voler les terres du peuple palestinien, il fait partie d'un dispositif qui vise à séparer les deux peuples. Comme du temps de la ségrégation dans le sud des États-Unis et de l'Apartheid en Afrique du Sud, les seuls rapports tolérés doivent fonctionner sur le mode dominant-dominé. Les relations d'égal à égal entre Palestiniens et Israéliens, la confiance mutuelle et la camaraderie engendrées par la lutte sont une défaite de cette politique de ségrégation. Entretenir la peur et la haine pour empêcher un règlement juste du

conflit est une constante de la politique israélienne. D'un côté, les colons et les soldats sont les seuls Israéliens que les Palestiniens doivent connaître, de l'autre il ne doit y avoir pour les Israéliens que deux catégories de Palestiniens : le bon collaborateur et le mauvais terroriste qui doit être impitoyablement écrasé. En menant ensemble une lutte non violente, les villageois et les villageoises, les militantes et les militants palestiniens et israéliens remettent en cause les stéréotypes que l'occupant veut imposer.

LA RELÈVE DES PACIFISTES

Autour du combat contre le mur, c'est une nouvelle génération militante qui émerge des deux côtés de la ligne verte, et avec elle de nouvelles formes de lutte. En Israël, le mouvement des Anarchistes contre le mur (ACM) réussit à entraîner les autres groupes de la gauche pacifiste. Pour un de ses vétérans, Michel Warchawski, ils « ouvrent la voie vers un nouveau courant contre l'occupation ».

En Palestine également, des jeunes font preuve de créativité dans

leurs modes d'actions, et préparent des alternatives pour sortir la résistance de l'impasse où elle se trouve aujourd'hui. Alors que les générations précédentes se reconnaissaient dans la figure de Che Guevara, la nouvelle préfère celle de Martin Luther King. Ainsi, des jeunes femmes et hommes viennent de créer « The Bil'in Friends of Justice and Freedom Society » pour transmettre l'expérience de Bil'in en Palestine et au-delà et pour aider et financer l'éducation des jeunes Palestiniens. Ces mouvements apportent un peu d'espoir dans une période terrible pour le peuple palestinien et ses aspirations à la liberté. Ils ont besoin du soutien international : les Anarchistes contre le mur demandent un soutien financier pour faire face à la répression. Les besoins des Palestiniens et des Palestiniennes sont immenses, il faut de l'argent mais aussi que des militants et des militantes de tous pays viennent partager leur lutte pour ensuite en témoigner.

Hervé (AL Marseille)

il y a quarante ans...

Mort de Guevara, naissance du guévarisme

Lundi 9 octobre 1967 au matin, dans le petit village bolivien de la Higuera, Ernesto « Che » Guevara, capturé la veille, est exécuté par l'armée à l'âge de 39 ans. Il laisse l'image d'un guérillero romantique et libre. Si aujourd'hui une bataille de la mémoire s'est engagée autour du symbole « Guevara », c'est aussi parce que sa pensée a influencé une partie des mouvements révolutionnaires à travers le monde. C'est donc cette pensée qu'il faut comprendre et critiquer pour éviter, quarante ans après, de se fourvoyer dans les mêmes erreurs.

Ce qui reste principalement de la pensée du Che est sa théorie sur la lutte armée et spécialement sa conception « foquiste » de la révolution. Sa théorie du *foco* (« foyer » en espagnol) est le résultat de son expérience cubaine. Il s'agit de créer un foyer de lutte armée à partir d'un petit groupe de militantes et de militants, dans une zone rurale. Ce petit groupe (12 personnes dans la Sierra Maestra de Cuba en 1956), par des actions d'éclats, va entraîner la population qui va alors se mobiliser et se révolter.

Après la victoire de la révolution à Cuba en 1959, cette expérience est érigée en modèle par le Che, qui souhaitera l'appliquer aussi bien en Afrique (pour prêter main-forte à une révolution très mal partie au Congo-Kinshasa) qu'en Amérique latine, à partir de la Bolivie, afin de créer « un, deux, plusieurs Viêt-Nam, abcès de fixation pour la contestation de l'impérialisme américain ».

Mais le foquisme met la population, qui n'est pas forcément prête, devant le fait accompli, face à la

répression d'État. Le fait de privilégier la lutte dans les zones rurales peut se comprendre dans des pays dont la grande majorité de la population est encore paysanne et vit dans des milieux naturels parfois suffisamment accidentés pour offrir un refuge aux guérilleros. Mais ce choix dénote aussi une méfiance envers le monde ouvrier des villes.

DE L'ÉCHEC EN BOLIVIE...

Après le Congo en 1966, la Bolivie de 1967 est donc le deuxième échec du foquisme. Lorsque le Che choisit ce pays pour y implanter une guérilla, il se trouve sous la dictature militaire du général René Barrientos, que la bourgeoisie a porté au pouvoir deux ans plus tôt pour en finir avec les acquis de la révolution populaire de 1952, impulsée notamment par les mineurs – qui aujourd'hui encore, reste un des secteurs les plus remuants du prolétariat bolivien.

L'embryon de guérilla du Che, autoproclamée « Armée de libération nationale de Bolivie » (ELNB) fait abstraction des luttes paysan-



Che Guevara, mosaïque de Ivan Ullmann, 2006.

nes et ouvrières, bien réelles, et qui sont au fondement du nouveau processus révolutionnaire qui allait éclater en 1969, sans que la guérilla de l'ELNB y ait joué un quelconque rôle. On peut même se demander si le *foco* guévariste, vite allumé, vite éteint, n'a pas servi

d'écran de fumée cachant aux yeux des guérilleros de l'époque comme des historiens d'aujourd'hui, le mouvement profond des luttes de classes qui allait déboucher sur le soulèvement de 1969¹. Loin du foquisme, il s'appuie sur l'auto-organisation de larges secteurs de la classe ouvrière, mais aussi des étudiants et étudiantes, ou des populations rurales, dans le cadre d'une mobilisation qui s'amplifie encore l'année suivante contre une tentative de coup d'État militaire. C'est une véritable grève générale qui s'organise dans le pays, animée à la base par des collectifs locaux en rupture avec les appareils bureaucratiques syndicaux ou politiques.

C'est à cette époque qu'a lieu une seconde tentative, par une poignée de militants, de constituer un *foco* dans la région de Téoponte. Cette tentative se révèle encore une fois désastreuse. Les guérilleros ne devront leur salut qu'à l'intervention des habitantes et des habitants de la région qui iront briser l'encerclement militaire. C'est sous leur protection armée que les révolutionnaires de l'« ELN n°2 » seront reconduits à la capitale. C'est toute la question de la stratégie révolutionnaire qui se pose alors en Bolivie, avant de se poser dans le reste de l'Amérique latine. Aveuglés par la théorie foquiste,

Che Guevara

Du sang sur l'étoile ?

Si aujourd'hui, quarante ans après sa mort, l'ensemble des grands médias découvre que le Che a usé de la violence, et ne s'en est pas caché... ce n'est pas par hasard. Et oui, c'est mal la violence ! Et avec ce discours purement moral, le pouvoir entend jeter un discrédit sur le symbole qu'est devenu le Che : le symbole de la révolution.

L'enjeu est de cantonner toute action politique dans des formes que les classes dirigeantes jugent acceptables. En glorifiant la non-violence comme seul

mode d'action légitime des exploités, le pouvoir veut surtout conserver le monopole de la violence prétendument légitime, la violence qu'il contrôle (police, armée, etc.). Naturellement, cette violence d'État, aussi légale qu'illégitime, est au service de la classe possédante et la défendra dès qu'elle se sent en danger.

L'expérience démontre qu'à partir du moment où un mouvement populaire s'attaque aux bases du capitalisme et entend construire une société vraiment

égalitaire, la bourgeoisie use de la violence pour sauvegarder son pouvoir. Dès la 1^{re} République, la Révolution française a dû prendre les armes et résister aux monarchies européennes coalisées pour sauver le trône des Bourbons. La violence peut donc être nécessaire pour faire face aux forces contre-révolutionnaires. Mais elle ne doit pas devenir un moyen d'imposer sa volonté de façon antidémocratique.

Une réflexion libertaire sur la violence révolutionnaire amène à remettre en cause la conception léniniste selon laquelle la violence révolutionnaire est l'apanage d'une avant-garde, qui sera alors capable de confisquer la révolution. La façon de faire la révolution détermine le type de société que l'on

construit. Dans *La Grande Révolution*, en 1909, Kropotkine remarquait déjà que la violence révolutionnaire n'a de sens que lorsqu'elle est collective. C'est l'enjeu de l'affrontement entre stalinien et libertaires en Espagne : militarisation de la lutte (avec une hiérarchie autoritaire) ou milices populaires démocratiquement contrôlées ?

Toujours est-il que le soi-disant « côté obscur » de quelques icônes révolutionnaires ne peut pas servir à discréditer un mouvement de libération. Il est plus utile de critiquer le guevarisme, qui fascine encore tellement les mouvements révolutionnaires du monde entier, que Che Guevara, aussi charismatique soit-il.

Renaud (AL Strasbourg)

les guévaristes sont passés à côté de la force du mouvement populaire en Bolivie.

... AU SUCCÈS INTERNATIONAL

Paradoxalement, après l'échec bolivien de 1967, le « guévarisme » connaît une mode dans divers mouvements révolutionnaires dans le monde. En 1969, le IX^e congrès mondial de la IV^e Internationale adopte une « résolution sur l'Amérique latine » qui l'engage dans une stratégie de guérilla sans vraiment tenir compte de ses forces militantes ou du contexte dans lequel elles se trouvent. Considérant le développement de la lutte des classes en Amérique latine dans les années 1960, la majorité de la IV^e Internationale en déduisait que la population était prête à s'engager dans la lutte armée et qu'elle n'aurait pas d'autre choix, du fait du durcissement contre-révolutionnaire imposé par les États-Unis aux bourgeoisies des pays latino américains. L'instauration de dictatures militaires semblait inévitable, la guérilla s'imposait donc.

C'était oublier les durs coups subis par les populations dans cer-



Le Che entouré d'Aleida March, sa femme, et de Fidel Castro lors d'une conférence de presse à La Havane.

© PARIS, KEYSTONE, ARCHIVES L'HUMANITÉ.

tains pays (comme le coup d'État au Brésil en 1964 ou le massacre des étudiantes et des étudiants en octobre 1968 à Mexico), et le manque d'organisation des révolutionnaires, leur faible audience auprès des populations rurales.

LES FAIBLESSES DU FOQUISME

La lutte armée met surtout l'accent sur la destruction du pouvoir militaire d'un État et la « prise » du pouvoir, sans réflexion sur le type de pouvoir à construire. Le fait que cette lutte soit initiée et dirigée par un petit groupe militant déterminé laisse présager une construction inégalitaire du mouvement révolu-

tionnaire et une primauté des aspects militaires sur les choix politiques, comme si la population était déjà convaincue ou allait le devenir devant des « exploits » militaires.

Cette conception, qui a inspiré de nombreux groupes militants à travers le monde a abouti à des dérives dangereuses, que ce soit l'isolement d'une « élite » révolutionnaire ou la surenchère dans la violence de petits groupes pratiquant une guérilla rurale ou urbaine. En ignorant la nécessité de construire un véritable rapport de force populaire, les révolutionnaires s'isolent et rendent leur lutte stérile.

La guérilla zapatiste du Chiapas, malgré ses origines guévaristes, subsiste et se développe car elle a changé et s'est ouverte à d'autres pratiques, loin de la lutte armée. Par la construction de contre-pouvoirs à la base, par la primauté du politique sur le militaire (qui ne peut suffire face à la force armée d'un État moderne) les néo-zapatistes de l'EZLN peuvent faire émerger une véritable alternative politique et sociale, loin du contre-exemple des FARC, qui ont instauré un pouvoir autoritaire sur plus d'un tiers du territoire colombien, dans le but unique de prendre le pouvoir.

LE CHE ÉCONOMISTE

Occupant le poste de ministre de l'Industrie à Cuba de 1961 à 1964, Ernesto Guevara a été placé au cœur du débat sur les choix économiques. Choissant le modèle soviétique, les Cubains devaient mettre en place une planification de l'économie qui nécessita des « aides » extérieures. Une controverse plaçait le Guevara aux côtés du trotskiste belge Ernest Mandel, face aux marxistes orthodoxes et notamment Charles Bettelheim, du PCF. Alors que les stalinien pensaient que la planification devait avoir pour but d'augmenter au maximum la production de marchandises, par la stimulation individuelle des travailleuses et des travailleurs (primes, avantages sociaux...), Guevara défendait une vision plus souple, moins productiviste. Il proposait des motivations plus morales, basées sur la transformation des mentalités dans une société socialiste, allant jusqu'à

l'instauration de jours de travail gratuits au bénéfice de la collectivité.

LE REFUS DE L'AUTOGESTION

Pourtant, Guevara refuse l'autogestion, pensant que cette forme décentralisée, maintenant l'autonomie financière des unités de production, entraînerait automatiquement une concurrence entre entreprises. Il maintenait le principe d'une planification centralisée sur laquelle chaque travailleur et travailleuse aurait pu donner son avis « démocratiquement ».

Même si cette réflexion économique du Che est peu connue et a rarement été évoquée par celles et ceux qui se réclament du « guévarisme », on retrouve la même attitude par rapport à l'autogestion chez bon nombre de marxistes, effrayés à l'idée que chaque entreprise puisse avoir voix au chapitre dans la définition des objectifs de production. Pourtant, le maintien d'une autorité centralisée, planifiant d'en haut les activités économiques a largement démontré, en URSS notamment, qu'elle entraînait une gabegie insondable, une dérive autoritaire du régime et l'émergence d'une caste bureaucratique privilégiée.

UNE ÉTOILE QUI AVEUGLE

Une fois de plus dans ce cas, la pensée du Che, largement issue de ses improvisations devant les événements, élaborée de manière précipitée durant sa courte vie, et donc largement inaboutie, se révèle inadaptée. Si la mort de Che Guevara en 1967 a provoqué la naissance d'une pensée « guévariste », c'est surtout par attrance pour une figure charismatique – christique même –, que par pertinence théorique.

Si cette icône peut avoir un attrait positif sur des jeunes à la recherche d'une alternative à la société inégalitaire et autoritaire dans laquelle nous vivons, l'étoile du Che ne doit pas nous aveugler et nous exonérer d'une critique sur ce « guévarisme » déconnecté de la lutte des classes d'aujourd'hui comme d'hier, et très marquée par une conception autoritaire, léniniste du changement révolutionnaire.

**Renaud (AL Alsace)
et Nicolas (AL Montpellier)**



icône

Une braise... que l'on attise !

• Michael Löwy et Olivier Besancenot, *Che Guevara, une braise qui brûle encore*, Mille et une nuit, 2007. 248 pages, 14 euros.

Depuis le 9 octobre les émissions spéciales où les brèves dans les JT se sont multipliées et, pour les quarante ans de son assassinat, il semblerait que tous les médias découvrent unanimement, comme par magie, la « face sombre », « cachée » d'Ernesto Guevara, transformé en psychopathe ultraviolent, passionné d'armes à feu et d'exécutions sommaires.

De son côté la LCR, sous la plume de Michael Löwy et Olivier Besancenot, sortait un livre, organisait un débat-concert à la Plaine-Saint-Denis et parrainait l'album du rappeur Monsieur R, qualifié de « *bande originale du livre* ». Le combat de la mémoire était lancé !

Le livre de Löwy et Besancenot a le mérite de replacer le personnage de Che Guevara dans le contexte de la guerre froide. On n'y trouve en revanche pas vraiment de réponse à la polémique sur la violence, qui vise pourtant à discréditer toute perspective réellement révolutionnaire. Or le Che a toujours assumé sa participation à la lutte armée et défendait une conception pragmatique du changement révolutionnaire.

Même si les auteurs mettent en garde contre l'idolâtrie, ils en font un portrait quelque peu idyllique et n'hésitent pas à cultiver le romantisme qui a fait du *Commandante* une effigie pop. Au-delà, ils mettent en avant ses réflexions sur la bureaucratie, le manque de démocratie dans le bloc soviétique, le caractère inégalitaire des rapports entre l'URSS et les « pays frères », de même que ses réflexions économiques sur la planification (et la controverse qui l'opposait aux marxistes orthodoxes et notamment Charles Bettelheim, du PCF). On est à deux doigts d'en faire un trotskiste (à partir de ses positions sur l'URSS), un précurseur de l'altermondialisme (sa conception de l'internationalisme), voire un libertaire (ses conceptions de la démocratie) !

Pourtant les auteurs sont bien obligés de reconnaître qu'il n'a jamais vraiment analysé le stalinisme et que sa pensée est inaboutie, ce qui se comprend d'autant mieux que sa vie politique fut courte (1953-1967). Manifestement la LCR n'est pas sortie d'une certaine admiration du Che, icône mobilisatrice, et le retour sur son parcours reste directement lié aux enjeux politiques du moment.

Renaud (AL Alsace)

1. Jean-Baptiste Thomas, « Stratégie guérillériste, lutte paysanne et auto-organisation ouvrière et minière. Le cas de la Bolivie post-Guevara (1969-1971) », in *Révolution, lutte armée et terrorisme*, L'Harmattan, 2006.

essai

Anarchisme et changement social

Gaetano Manfredonia propose une nouvelle typologie du militantisme libertaire : insurrectionnalisme, syndicalisme et éducationnisme-réalisateur.

Gaetano Manfredonia est actuellement un des historiens de l'anarchisme les plus réputés. Son dernier ouvrage, *Anarchisme et changement social*, peut être considéré comme l'aboutissement des idées qu'il développe depuis ces dernières années.

S'appuyant sur la « sociologie compréhensive » de Weber, il y estime qu'il faut « rompre avec les interprétations habituelles de l'anarchisme qui, toutes, mettent en avant l'histoire des idées ou des mouvements » et propose de se tourner « résolument vers l'étude des pratiques militantes ». C'est en se basant sur cette méthode qu'il délimite trois types « idéaux » de militantisme libertaire : le type insurrectionnel, le type syndicaliste et le type éducationnisme-réalisateur.

Cette nouvelle typologie ternaire est de loin plus pertinente que la grille de lecture énoncée par Sébastien Faure en 1928 dans la *Synthèse anarchiste*, et qui était à l'origine de bien des clichés... même si aucune historienne ou historien sérieux ne l'utilisait. Faure fondait en effet l'anarchisme sur la cohabitation de trois courants : individualiste, communiste et syndicaliste. Cette typologie répondait plus à



• Gaetano Manfredonia, *Anarchisme et Changement social*, Atelier de création libertaire, mai 2007, 352 pages, 20 euros.

une volonté de conciliation dans le contexte polémique de l'époque, qu'à une approche objective. Il s'agissait, pour lui, d'allumer un contre-feu à la *Plate-forme* de Makhno et Archinov, une tentative de rénover l'anarchisme sur la base de l'expérience de la Révolution russe. Fondée sur des présupposés douteux – par exemple la distinction syndicaliste/communiste ou l'intégration « officielle » de l'individualisme comme composante de l'anarchisme –, la *Synthèse* était de toute façon obsolète depuis l'extinction, dans les années 1970, de l'individualisme anarchiste comme courant à part entière.

Manfredonia permet une relecture dépassant l'antagonisme *Plate-forme/Synthèse*. Dans son idée, Insurrectionnalisme, syndicalisme et éducationnisme-réalisateur ne sont d'ailleurs pas des types qui s'opposent, mais des types qui se succèdent chronologiquement – et même cycliquement, suivant le contexte politique et social – moyennant quelques phases de cohabitation. Le mouvement libertaire français avant 1914 serait ainsi passé par une phase insurrectionnaliste initiale (1878-1886), une réorientation « syndicaliste » à partir de 1888, un bref retour à l'insur-

rectionnalisme avec les attentats de 1892-1894, puis l'installation définitive dans la vision syndicaliste, ponctuée de brèves irruptions d'insurrectionnalisme quand les conflits sociaux s'aiguïsaient. Le passage par ces différentes phases n'aurait pas empêché la permanence, en marge, d'un courant éducationniste-réalisateur dans lequel on pourrait ranger les individualistes, coopérativistes et humanistes divers rétifs à l'idée de révolution et attachés à une vision « gradualiste » de la transformation sociale.

Si on peut trouver pertinente la grille de lecture de Manfredonia, on peut en revanche être plus réservé sur sa périodisation, quand il veut faire débiter l'histoire de l'anarchisme entre 1830 et 1850, en s'appuyant entre autres sur Warren, Godwin, Owen, Bellegarrigue ou Proudhon, des penseurs que l'on considère généralement comme des précurseurs de l'anarchisme, mais sans influence sur un mouvement qui, lui, ne naîtra activement que bien plus tard, en 1877-1878, sur les ruines de la Première Internationale¹. Le but étant pour lui de légitimer – par antériorité – l'existence d'un anarchisme non révolutionnaire. Hormis cette réserve de taille, on ne peut que saluer ce travail très érudit et stimulant intellectuellement.

Guillaume Davranche (AL Montrouge)

1. Le cas de Proudhon est un peu particulier puisque, s'il a inspiré indirectement l'anarchisme (via Bakounine), il a inspiré directement et fortement le mouvement ouvrier français de son temps.

manuel

Face à la police Face à la justice



• Elie Escondida et Dante Timélos, *Face à la police / Face à la justice*, Editions l'Atiplano, février 2007, 158 pages, 7,50 euros.

L'hystérie sécuritaire des gouvernements successifs conduit à un durcissement continu des lois, une régression constante des libertés individuelles et collectives et une véritable diarrhée législative. Devant l'avalanche de nouveaux textes, les militants et militantes ont bien du mal à connaître réellement leurs droits lorsqu'ils et elles sont confronté-e-s à la répression policière et

judiciaire, ce qui est de plus en plus souvent le cas.

Face à la police/Face à la justice est un ouvrage utile pour faire face à cette situation. Paru en février 2007, il donne une vision à jour de l'état des droits en cas de contrôle, de garde à vue ou de poursuite. Court et synthétique, il est écrit dans un langage simple, compréhensible sans avoir fait 5 ans de droit. Il fait le tour des principales situations. La première partie, sur les droits face à la police, est plus intéressante et plus opérationnelle que la seconde. En effet, la manière de gérer les poursuites judiciaires pour des militant-e-s des mouvements sociaux ou des organisations révolutionnaires dépend de trop de facteurs politiques pour être cadrée dans un tel livre. Le tout reste néanmoins très utile.

À noter que l'ouvrage renvoie vers un site internet (www.actujuridique.com) actualisant les informations du livre en fonction des nouveaux textes de lois : une initiative utile !

L. Scapin (AL 93)

les classiques de la subversion

de Matthijs



Daniel Guérin avait en 1946 publié son monumental ouvrage sur la Révolution française *Les Luttes de classe* sous la Ire République. Bourgeois et bras nus, paru en 1973, en est la version synthétique. Il fait partie de l'historiographie officielle de la république. La Révolution française est vue comme la fondation de la nation française. La révolution française est réellement l'expression de la lutte des classes au sein de la société française. Elle fut le triomphe de la bourgeoisie alliée aux masses populaires contre l'aristocratie. Fait bien moins connu, la révolution française est aussi une des premières expressions de la lutte des classes entre prolétariat et bourgeoisie. La Commune insurrectionnelle de Paris porte des revendications clairement socialistes. Son mode de fonctionnement préfigure les pratiques autogestionnaires ainsi que les soviets (les conseils populaires pratiquant la démocratie

directe et non la sinistre parodie de ceux-ci pratiquée par l'URSS stalinienne) Daniel Guérin s'attache à éclairer les péripéties de cette lutte des classes qu'il appelle guerre sociale.

« LA GUERRE SOCIALE »

Bourgeois et bras nus retrace les circonstances de cette lutte des classes. Avec les journées insurrectionnelles du 31 mai et du 2 juin, la fraction dure du club des Jacobins, que l'on appelle la Montagne arrive au pouvoir. Ils sont des membres de la moyenne et petite bourgeoisie et ils se caractérisent par leur radicalité idéologique. Néanmoins leurs idéaux économiques n'ont pas le caractère socialiste avant la lettre des revendications du mouvement populaire.

Seulement la Montagne s'est appuyée sur le peuple de Paris, les Sans-culotte, les militantes et les militants

des sections pour arriver au pouvoir. Le mouvement populaire a, pour sa part, des revendications plus radicales. Elles portent sur le plan économique. La principale revendication est l'application du maximum, mesure qui limite les prix des biens de première nécessité afin de permettre à tout le monde de manger au mépris des lois du marché qui, déjà à l'époque, ne fonctionnait pas. Leur projet est plus large. Les Bras nus se réclament de la souveraineté populaire, de la démocratie directe, bref, de l'autogestion avant la lettre. Leurs intérêts de classe vont porter les Bras nus à s'opposer au gouvernement révolutionnaire jacobin. Des groupes politiques vont mener une agitation au sein des assemblées des sections qui sont le cœur du mouvement populaire.

Le groupe qui intéresse le plus Guérin est celui des Enragés. Ils disent que l'égalité formelle ne vaut rien s'il n'y a pas de réelle égalité sociale, celle-ci ne pouvant s'obtenir que par une redistribution des richesses, forcée si nécessaire. Par exemple, Jacques Roux déclare à la Convention : « la liberté n'est qu'un vain

fantôme quand le riche, par le monopole, exerce le droit de vie ou de mort sur son semblable. »

Pour finir, Guérin explique comment le mouvement populaire fut muselé puis écrasé en Thermidor. Cet ouvrage suscita de très vives polémiques, notamment sur la question des Sans-Culottes ou Bras nus en tant que classe sociale au sens marxiste du terme. Il faut lire ce livre non comme un ouvrage historique précis mais comme un essai engagé qui donne un sens nouveau à la révolution française.

En effet l'interprétation de celle-ci est déformée par l'historiographie officielle. Bourgeois et Bras nus met en lumière les luttes populaires qui s'y sont déroulées. Le livre permet aussi de voir que cette révolution a été l'acte de naissance des idéaux révolutionnaires, de la redistribution des richesses à la lutte des classes, en passant par la démocratie directe. On y voit aussi que la distance entre l'idéologie des Sans culotte et les thèses du communisme libertaire n'est pas si grande que ça.

Matt

Réfractons n°18 Écologie, graines d'anarchie

La dernière livraison de la revue *Réfractons* traite de l'écologie vue à travers le prisme anarchiste, soulevant tout un lot de questions et apportant quelques pistes de réponses aux différents problèmes auxquels l'humanité est confrontée.

Plusieurs articles retiennent l'attention. Les différentes pratiques de l'archéologie et les alternatives qui lui sont liées sont décrites, expliquées, critiquées. Une membre du réseau de collectivités de Longo Maï nous décrit les principes, l'historique et le fonctionnement de ce mouvement international né en 1973 – sans romantisme déplacé et sans taire les difficultés et points négatifs de l'expérience. Un article aborde la problématique des transports, qui a pris une ampleur jamais atteinte sur la planète avec la mondialisation. L'auteur fait un état des lieux tout en avançant différentes pistes et solutions envisageables. Puis c'est la question du capitalisme vert qui est traitée, car oui le capitalisme (enfin une certaine partie de ses fans !) commence à prendre en compte l'environnement... mais pour en faire une nou-



• « Écologie, graines d'anarchie », *Réfractons* n°18, 12 euros

velle source de profits et de contrôle ! Suit une interview d'un militant du groupe grenoblois « Pièces et main-d'œuvre » qui s'oppose aux nanotechnologies (rebaptisées « nécrotechnologies »)¹.

Pour finir *Réfractons* nous offre un extrait de *Dissidence de la brousaille* de Rodolphe Christin, des réflexions sur la société de consommation notamment. Ce numéro ne pouvait que rendre hommage à Murray Bookchin, militant américain décédé l'an dernier, qui avait travaillé à lier étroitement écologie sociale et anarchisme.

Bref un numéro dense, intéressant, donnant quelque pistes sur ce qui serait souhaitable et envisageable comme alternatives au système productiviste et capitaliste qui nous mène droit dans le mur. On y voit aussi les passerelles qui existent « naturellement » entre les pratiques et les théories écologistes et libertaires.

Will Zumbi (AL 93)

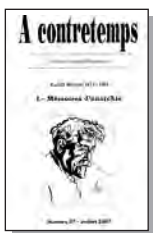
• Pour plus d'infos : <http://refractons.plusloin.org/>

1. Voir : www.piecesetmaindoeuvre.com

mémoire

À Contretemps n°27

Modestement, par petites touches, Freddy Gomez a, au fil des ans, imposé son « bulletin de critique bibliographique », *À Contretemps*, comme une référence pour l'historiographie anarchiste. Un bulletin qui paraît « au gré des lectures, des



• Les numéros 1 à 23 d'*À Contretemps* sont consultables sur <http://acontretemps.org>

envies et des circonstances », mais qui contient invariablement des « pépites » sur l'histoire du mouvement libertaire, des hommes et des femmes qui l'ont bâti.

Le dernier numéro contient ainsi une traduction de larges extraits des mémoires de Rudolf Rocker (1873-1958), inédites en français. Ce mili-

tant anarchiste allemand d'envergure internationale a traversé tous les grands événements qui ont marqué l'anarchisme et le mouvement ouvrier en général, de la fin du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale. Sur ces temps forts, *À Contretemps* a sélectionné les meilleurs passages de ses mémoires.

La prochaine livraison continuera de s'appuyer sur les mémoires de Rocker, pour s'intéresser plus précisément à l'histoire méconnue du syndicalisme révolutionnaire allemand.

G. D.

cinéma L'Ennemi intime

Algérie, 1959 : opérations de « maintien de l'ordre » dans le massif des Aurès.

Cette fiction très travaillée (l'historien Patrick Rotman a collaboré au scénario) met en scène une unité militaire française composée aussi bien d'appelés à peine pubères que de harkis vétérans de 1939-45. Le jeune lieutenant Terrien (Benoît Magimel) dirige l'unité avec un ancien de « l'Indo », le sergent Dougnac (Albert Dupontel). Deux éléments centraux dans ce film : d'une part la dérive d'un humaniste idéaliste que répugne la torture et qui envisage l'indépendance comme inéluctable, d'autre part le réalisme d'un film de guerre qui montre les interventions commando, le comportement envers les Algériennes et Algériens, les exécutions sommaires (« corvées de bois »), la torture, les massacres collectifs...

Si les deux principaux personnages sont des archétypes, la palette des personnages secondaires donne du corps au propos et le complexifie. On devine en filigrane le rôle de l'État dans sa fonction de propagande en

direction des Métropolitains, mais aussi comme outil d'écrasement des individus, formatés par le groupe. Et si l'on peut regretter, dans le scénario, l'absence de référence aux violences sexuelles – pourtant utilisées systématiquement par l'armée française –, le film met en scène un épisode peu connu : l'usage des bombardements au napalm.

Voilà un film « grand public » qui fait du bien, dans une période où la droite réactionnaire tente de réhabiliter les siens, avec par exemple la loi de 2005 sur les « aspects positifs » du colonialisme, dont une partie réhabilite des anciens de l'OAS (lire *AL* n°147 et 148). Si le film rappelle quelques chiffres – près de 2 millions d'appelés français, dont 27 000 morts, entre 300 et 600 000 morts algériens –, l'intérêt est surtout dans les réactions possibles du public : combien d'anciens appelés ont participé de près ou de loin et n'ont jamais parlé ? Il y a encore des murs à abattre. Ce film y participe un peu.

Simon Lavieç (Paris Nord)



• *L'Ennemi intime* réalisé par Florent Emilio Siri avec Benoît Magimel, Albert Dupontel, Aurélien Recoing. Durée : 1h 48

Sur le net

@ Pourquoi Bush peut déclencher une attaque contre l'Iran

Jean Bricmont, www.info-palestine.net, 7 septembre 2007

Entre la position des États-Unis et les déclarations belliqueuses de Kouchner et Sarkozy, l'attaque de l'Iran semble de plus en plus probable.

@ EADS : l'affaire Lagardère pour les nuls

François Ruffin, www.la-bas.org, 9 octobre 2007

Servi sur un plateau par le PS, dépouillé par le privé, le délit d'initiés cache la forêt !

@ L'audiovisuel dans le collimateur de la droite « décomplexée »

Henri Maler et Grégory Rzepky, www.acrimed.org, 10 octobre 2007

Plus de publicités à la télé, plus de cadeaux à Lagardère, Dassault & Cie, des actions en bourse qui s'envolent ! Et qui n'en parle pas ? Les médias !

@ Prix Nobel d'économie: l'imposture

Hazel Henderson, www.monde-diplomatique.fr, février 2005

En ce mois de prix Nobel, il est bon de rappeler que le « prix Nobel d'économie » n'a jamais existé.



La CFDT n'aime pas les précaires... et c'est réciproque

La direction de la CFDT a récemment porté plainte contre deux précaires, Michel et Ludovic pour... « violation de domicile ». Le 19 avril 2005, ils avaient participé à une occupation pacifique du siège confédéral pour protester contre sa signature des nouveaux accords Unedic.

La carrière de Kouchner noyée dans le pétrole

Dans un rapport commandé par Total en 2003, le ministre Bernard Kouchner affirmait que le pétrolier ne se livrait à « aucune activité contraire aux droits de l'homme » en Birmanie. Manque de pot, Total est accusé par plusieurs réfugiés Birmanais d'avoir pratiqué des formes de « travail forcé » sur un gazoduc, avec l'aide de la junte militaire au pouvoir.

Salauds de corrompus !

Denis Gautier-Sauvagnac, actuel président de l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM) quitte ses fonctions. Il est depuis quelques semaines au cœur d'un scandale sur des probables « retraits de fonds » suspects servant à « fluidifier les relations sociales » avec les syndicats. Il dit assumer ses actes, et « regrette que les organisations syndicales ne changent pas leurs pratiques ». Ben voyons...

Quand la justice s'acharne

Maud, étudiante d'Angers a été condamnée le 12 octobre dernier par la cour d'appel à 2 200 euros d'amendes et de frais de justice. Soit 600 de plus qu'en première instance ! Elle avait participé au « barbouillage » des locaux angevins du Medef durant le mouvement anti-CPE/LEC de 2006. Incapable d'assumer seule cette somme et menacée par les huissiers, Maud fait appel à la solidarité militante.

PAR LOUIS

A CONTRE COURANT

syndical et politique



Le boulevard et l'impasse

Qui du mouvement populaire ou du pouvoir en place empruntera la bonne voie ? Tout, en apparence, indique pour le moment que l'agité en culotte courte a une bonne longueur d'avance.

Sarko, dans sa course à l'instauration du capitalisme débridé, bien qu'il respire l'air vicié (à New York) de l'idéologie néoconservatrice, appuie sa courte foulée sur la France propriétaire, sème la discorde parmi ses chétiens concurrents PS, arrache des dossards en payant des places de supporters à ceux d'entre eux qui n'attendaient que ça. Il s'apprête à réduire les « hollandais » à de faibles comparaisons en leur piquant toute légitimité locale en mars. Tout l'espace médiatique l'encourage, chante ses louanges. Il rabroue les sceptiques de son camp, il sait que, sur son parcours, il va se heurter à la résistance qui depuis 95 freine les élans du Medef, lui, qui en est le champion. À coup de rodomontades, de pseudo concertations syndicales avec des interlocuteurs trop acquis à la domination du libéralisme pour lui nuire, il se prépare à l'affrontement majeur pour annihiler les mouvements sociaux incontrôlables, dépassant l'entendement des élites, surgissant au moment où l'on s'y attend le moins.

Mais l'omnipotent n'est pas Thatcher. Lui, l'excité, prêt à tricoter des gambettes, doté de chaussettes alourdies de paquets fiscaux pour ses sponsors, affublé du sac de la dette, lui qui voulait se doper à la croissance 3 %, risque de

devenir vite poussif. Les crevasses nées des craquements financiers vont essouffler sa volubilité, son entourage de patrons voyous ternir son image tout comme son flirt avec un Bush finissant. Qui plus est, il devra faire ingurgiter de force cette TVA antisociale après les municipales. Toutefois, il ne s'introduira dans une impasse que s'il rencontre le mur de la résistance sociale.

Pour les classes populaires, les militants anticapitalistes, les alter écolo, semble s'ouvrir le boulevard de la reconquête sociale. L'heure de gloire du capitalisme financiarisé est passée. La précarisation de la société renforcera rage et indignation contre l'injustice sociale. Le virage centriste du PS, ses divisions, la facilité des débauchages en son sein créent un vide politique. À la gauche de la gauche les idées bouillonnent, les illusions sur la « gauche plus rien » s'estompent. Les collectifs bien qu'affaiblis sont toujours vivants. L'idée qu'il faut passer à l'offensive, poser la question de l'illégitimité du système, sortir Sarko de la piste sans attendre 5 ans s'imposera-t-elle ?

Si tel n'était pas le cas ce serait encore l'impasse pour des années. Les divisions boutiqueuses à gauche du PS, les illusions électoralistes entretenues, la pusillanimité des directions syndicales, la tendance à la résignation qui semble gagner les « perdants » et « malchanceux », rassurent Sarko.

Pour la dignité des exploités un sursaut est nécessaire.

Chaque mois, *Alternative libertaire* reproduit l'édito de la revue alsacienne *À Contre Courant*, qui de son côté reproduit l'édito d'*AL*. Pour contacter ces camarades : ACC, BP 2123, 68060 Mulhouse Cedex.

L'équipe d'*Alternative libertaire* : secrétariat de rédaction Juliette, Rémi, Manu, Louis, Guillaume, Renaud (pages Histoire), Matthijs et Matthieu (pages Culture) maquette Guillaume et Gilles iconographie Julien page Une Sébastien Marchal

remerciements Charmag, Berth, Thibautcho, Colloghan

directeur de publication M. Dondelot. Edité par AL. ISSN 1157-8661 Commission paritaire en cours
Imprimerie Le Ravin bleu, Quincy-sous-Sénart (91). Pour écrire au mensuel : journal@alternativelibertaire.org



abonnez-vous



- Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros pour chômeuses, chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
- Je m'abonne et je parraine une personne pour 40 % de réduction (32 euros au total, je vous joins son adresse [valable jusqu'au 01/01/2008])
- Je souhaite recevoir de la documentation sur les « Ami-e-s d'AL ».
- Je souhaite peut-être adhérer à Alternative libertaire, merci de me contacter

NOM

PRÉNOM

TÉL. (pour adhérer)

E-MAIL

ADRESSE

.....

.....

.....

REJOIGNEZ LES AMI-E-S D'AL

pour soutenir financièrement les projets d'Alternative libertaire sans pour autant adhérer.

ADHÉREZ À AL

pour construire une force militante, contribuer aux luttes sociales et développer le projet communiste libertaire.

à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19

Alternative libertaire

Alternative libertaire agenda

PARIS : FACE À LA RÉPRESSION

LE 22 NOVEMBRE ET LE 10 DÉCEMBRE

La répression continue. Le 22 novembre prochain, 6 militantes et militants du mouvement lycéen contre la loi Fillon de 2005, mineurs au moment des faits, passent en procès pour « dégradation en réunion » et « violence sur agents en réunion » (voir AL n°164). Un second procès concernant 3 militantes et militants majeurs à l'époque, dont notre camarade Samuel Morville, se déroulera le 10 décembre. Le collectif de soutien aux victimes de la répression du mouvement lycéen, appellera à des rassemblements de soutien devant les tribunaux.

TOURNÉE DE DEUX MILITANTS

DE L'APPO EN FRANCE

Avec l'aide d'Alternative libertaire, de Solidaires-Paris et de diverses associations locales, Jaqueline Lopez et Samuel Hernandez, de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (Appo) ont effectué une tournée en France de fin août à fin septembre. À Rouen, Lille, Paris, Angers, Nantes, au Pays basque, à Strasbourg et ailleurs, des débats ont été organisés sur la situation à Oaxaca, près d'un an après l'insurrection.

PARIS : STOPPONS

LE HOLD-UP SOCIAL !

Une réunion publique unitaire du XIX^e arrondissement de Paris s'est tenue le 26 octobre dans les locaux fédéraux d'Alternative libertaire, contre les attaques libérales lancées par le gouvernement. Diverses organisations s'étaient associées pour organiser ce meeting : les Alternatifs, Alternative libertaire, le Collectif unitaire antilibéral (CUAL XIX^e), la LCR, le PCF, ainsi que des habitantes et des habitants du XIX^e.

LE VENEZUELA À MARSEILLE :

OTRA REVOLUCIÓN ES POSIBLE !

Après le lieu autogéré orléanais le Chiendent, le Collectif Caracol, le Groupe

anarchiste de Marseille et l'AL Marseille ont organisé une projection-débat sur la situation au Venezuela le mardi 30 octobre 2007, à 18 h 30 à Mille Bâbords, 61 rue Consolat, à Marseille. Deux libertaires vénézuéliens (un franco-vénézuélien et une indigène wayúu) sont en tournée en France pour présenter des vidéos indépendantes et débattre sur la « révolution bolivarienne » et ses contradictions, les luttes indigènes, la situation dans les prisons, la résistance libertaire et l'« écocide ».

CONTRE LA TARTUFFERIE

DU « GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT »

Alternative libertaire était présente le 27 octobre au rassemblement aux Invalides à Paris dans le cadre du réseau Sortir du nucléaire, pour dénoncer la politique pronucléaire de Sarkozy. Rappelons que la question du nucléaire a été tranchée avant le « Grenelle ». Il faut annuler l'EPR et lancer un plan de sortie du nucléaire.

COPINAGE

PROJECTION-DÉBAT À PARIS :

LA VOIX DE SON MAÎTRE

L'AL Paris-Est recommande le débat qui aura lieu jeudi 15 novembre 2007 à 19h45 au CICP, 21ter rue Voltaire 75011 Paris, en présence de Gérard Mordillat. Sorti en 1978, son film *La Voix de son maître* paraît en DVD et sera projeté à la librairie Quilombo. Douze patrons de grandes entreprises parlent face à la caméra. Du pouvoir, de la hiérarchie, des syndicats, des grèves, de l'autogestion... Leurs voix se mêlent, se dispersent, se démultiplient dans la ville, dans les usines... Peu à peu, l'image d'un monde futur se dessine.

PERMANENCE FÉDÉRALE

La permanence fédérale est ouverte au 92, rue d'Aubervilliers, Paris XIX^e. (métro Stalingrad ou Riquet), le mercredi, jeudi et vendredi de 17 h à 20 h. Permanence téléphonique aux mêmes horaires : 08 70 23 19 36 pour le prix d'une communication locale depuis un poste fixe.

Qui sommes-nous ?

Alternative libertaire c'est un mensuel. C'est aussi et surtout une organisation communiste libertaire, c'est-à-dire anarchiste, résolument révolutionnaire et engagée dans la lutte de classe. Née en 1991, Alternative libertaire milite pour une rupture avec le capitalisme, la socialisation des moyens de production et une société fondée sur l'autogestion socialiste, la liberté et la démocratie directe. Pour faire grandir ce projet révolutionnaire, nous construisons une organisation implantée parmi les travailleurs et les travailleuses, dans la jeunesse, active dans les mouvements sociaux, les syndicats de lutte, et dans tous les grands combats émancipateurs (féministes, écologistes, égalitaires...).

Notre stratégie politique repose sur une dialectique entre deux niveaux d'intervention complémentaires :

- ★ le développement du courant communiste libertaire ;
- ★ la constitution d'un front des mouvements sociaux, associations et syndicats de lutte, un « Front social » indépendant de la gauche gouvernementale et porteur d'un projet de société autonome.